



RAPPORT ANNUEL 2014



COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA





**COMPAGNIE COMMUNE DE RÉASSURANCE
DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA**

RAPPORT ANNUEL 2014

Rating 10/2015
GCR National (Zone CIMA): AA
International : BB+



Photo de famille des invités et délégués à la 33eme Assemblée Générale en compagnie de M. Jean Gustave SANON, Ministre de l'Economie et des Finances du Burkina-Faso (Assis au centre costume sombre)



Ouverture des Séminaires, photo de famille en compagnie de M. OUATTARA Naby Abraham Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique de Burkina-Faso (Assis au centre costume clair)

SOMMAIRE

Conseil d'Administration	4
Direction Générale	5
Avant propos	6
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport du Commissaire aux comptes	22
ANNEXES :	
Bilan	28
Compte d'Exploitation Générale.....	30
Compte Général de Pertes et Profits	32
Tableau de flux de Trésorerie	33
Résolutions	34
Echos des travaux de la 33 ^{ème} Assemblée	36
Echos du Dîner de Gala	37
Echos de la Remise des Attestations	38
Echos des Séminaires	39

CICA-RE

07 BP 12410

Lomé-Nyékouakpoè-TOGO

Téléphone +228 22 23 62 62

+228 22 23 62 65

+228 22 23 62 69

Facsimile : +228 22 61 35 94

+228 22 61 35 95

E-mail: cica-re@cica-re.com

Web site : www.cica-re.com

Bureau Régional Afrique Centrale

BP 1176 Douala Bonanjo - CAMEROUN

Telephone : (237) 33 42 34 37

Fax : (237) 33 42 34 23

E-mail: cicaredouala@cica-re.com

Bureau Régional Afrique de l'Ouest

BP 08 BP 1400 Abidjan 08

CÔTE D'IVOIRE

Telephone : (225) 22 48 27 30

Fax : (225) 22 44 36 50

E-mail: cicareabidjan@cica-re.com

CONSEIL D'ADMINISTRATION

au 31 décembre 2014



James REDOMBO
*Administrateur Représentant
l'Etat du Gabon
Président du Conseil d'Administration*



Mamadou DEME
*Administrateur Représentant
l'Etat du Sénégal
Directeur des Assurances*



Jean Kacou DIAGOU
*Administrateur Représentant
les Privés Ivoiriens
Président du Groupe NSIA*



Issofa NCHARE
*Administrateur Représentant
l'Etat du Cameroun
Directeur des Assurances*



Djovi KENOU
*Administrateur Représentant
le Groupe d'Etats
Togo et Tchad
Directeur National des
Assurances du Togo*



Bassary TOURE
*Administrateur Représentant
la BOAD
Vice-Président de la BOAD*



**Semde Aminata
OUEDRAOGO**
*Administrateur Représentant
l'Etat du Burkina-Faso
Directrice des Assurances*



**Jacqueline
CASALEGNO**
*Administrateur Représentant
le Groupe CHANAS
Assurances et FSA
Présidente de CHANAS
Assurances*

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Mamadou SY
*Administrateur Représentant
le Groupe d'Etats Mali, RCA,
Niger
Chef de Division des Assurances
du Mali*



**Karim
DIARASSOUBA**
*Administrateur Représentant
l'Etat de Côte d'Ivoire
Directeur des Assurances*



**Aminata CISSE
DEMBELE**
*Administrateur Représentant
le Groupe «AUTRES
SOCIETES D'ASSURANCES»
Directrice Générale des
Assurances LAFIA SA du Mali*



**Alexandre Galloy
YOKA**
*Administrateur Représentant
le Groupe d'Etats
Congo-Brazzaville et Bénin
Direction Nationale des
Assurances du Congo
Chef de département*

DIRECTION GENERALE

au 31 décembre 2014



Jean Baptiste N. KOUAME
Directeur Général



Hippolyte OYOUBA
Directeur Général Adjoint

Le trente et unième rapport annuel présente l'exercice comptable 2014, décrit les conditions dans lesquelles la Compagnie a évolué et indique les perspectives de développement.

Le chiffre d'affaires 2014 s'établit à 30.270.273.584 FCFA et connaît une hausse de 16,71% par rapport à l'exercice précédent.

Les affaires réalisées en zone CIMA représentent 53,15% du chiffre d'affaires global 2014 contre 53,38% en 2013.

Les cessions légales représentent 26,51% (21,54% en 2013) du chiffre d'affaires et enregistrent une hausse de 4,57 points par rapport à l'exercice précédent. Les conventionnelles qui, par rapport à l'exercice écoulé, représentaient 78,46% du chiffre d'affaires, s'élèvent en 2014 à 73,49% toutes zones confondues en valeur relative, et enregistrent une hausse en nominal de 9,32%.

Le total du bilan s'élève à 75.892.118.290 FCFA

contre 71.312.120.125 FCFA en 2013, soit une hausse de 4.579.998.165 FCFA en valeur absolue et de 6,42% en valeur relative.

Les résultats techniques des Acceptations brutes atteignent 10.517.631.562 FCFA. Le bénéfice de l'exercice, après déduction des frais généraux et amortissements, et sous l'effet des profits et pertes hors exploitation, s'élève à 2.655.809.662 FCFA contre 2.114.322.574 FCFA en 2013. Il représente 13,27% du capital social.

Ce rapport, dans une première partie, décrit le contexte économique et l'environnement commercial au cours de l'exercice 2014.

Dans une deuxième partie, sous le titre "les opérations", l'exploitation est analysée.

Le rapport donne, en conclusion, un aperçu sur les perspectives de la Compagnie au cours des prochains exercices.

I - CONTEXTE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

L'année 2014 est, pour la CICA-RE, celle qui, à proprement parler, consacre la vitesse de croisière de l'exécution du plan stratégique de développement 2009-2020, adopté par l'Assemblée Générale des Etats Membres (AGEM) le 16 Avril 2009 à Ouagadougou (Burkina Faso).

Elle s'est déroulée dans le contexte d'une reprise de la croissance économique mondiale estimée, en glissement annuel, à 3,3% du PIB. Cette croissance encore fragile est inégalement répartie. Aux Etats-Unis et au Royaume Uni, l'activité a été plus forte que prévue, avec une croissance respective de 2,4% et 2,6%. Au Japon par contre elle est de 0,1%, n'a presque pas redémarré, tandis que la Zone Euro n'affiche qu'une croissance modérée de 0,8%.

La même évolution contrastée est observée au niveau des pays émergents où l'économie chinoise, bien qu'avec une croissance encore forte de 7,4%, poursuit néanmoins son ralentissement progressif, alors qu'en Inde, la croissance de 5,8% qui fait suite à l'élection d'un nouveau gouvernement est jugée forte, pendant qu'en Russie, l'intensification des tensions géopolitiques détériore de manière considérable la situation économique. En Afrique subsaharienne, y compris les pays de la Zone Franc, la croissance économique estimée à 5% du PIB reste vigoureuse, malgré la situation sanitaire créée dans certains pays par la fièvre à virus Ebola, ou la situation sécuritaire difficile au Nigéria ou au Sud Soudan.

Dans la zone CIMA qui est la zone domestique de la CICA-RE et qui regroupe l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), l'activité est demeurée favorablement orientée

comme dans la plupart des pays de la Zone Franc, bien qu'avec des fortunes diverses entre les deux sous-régions, face à la forte baisse des prix du baril de pétrole, couplée avec la dépréciation de l'euro, et donc du Franc CFA, par rapport au dollar depuis avril 2014.

Ainsi, pour les pays de l'UEMOA, à vocation beaucoup plus agricole, la croissance de l'activité économique s'est consolidée à 6,8% en 2014 contre 5,8% en 2013, grâce aux bonnes conditions climatiques, à l'accroissement des investissements dans les infrastructures routières, et à la bonne tenue du secteur des transports, du commerce et des télécommunications.

Tous les pays de l'UEMOA ont enregistré une baisse modérée des prix des denrées alimentaires, à l'exception de la Côte d'Ivoire avec une hausse de 0,3%, et de 0,9% pour le Mali. Le taux d'inflation annuel moyen de l'UEMOA est ressorti à -0,1% contre 1,5% en 2013.

Au niveau des finances publiques des pays de l'UEMOA, l'année 2014 s'est encore caractérisée par un déficit budgétaire. Le ratio du solde budgétaire de base, (hors dons), affiche en 2014, un déficit de 0,6% contre 0,9% en 2013. Par contre, le déficit budgétaire global (dons compris) s'est établi à 2,9% du PIB, contre 3,1% en 2013.

Le taux de l'endettement en 2014 est demeuré à un niveau raisonnable et maîtrisé à 38,9% du PIB contre 37,6% en 2013. Ce niveau est conforme à la norme régionale qui recommande un encours de la dette publique inférieur à 70% du PIB.

L'évolution des échanges extérieurs de l'UEMOA

en 2014 affiche une amélioration du solde global qui est devenu excédentaire du fait de la bonne orientation des exportations de biens, essentiellement du cacao (+31,8%), du café (+7,6%) et du coton (+3,2%), à la faveur des conditions météorologiques. On note toutefois un recul des ventes extérieures au niveau des filières pétrole (-6,1%), uranium (-25,2%), or (-1,3%) et caoutchouc (-13,2%).

Sur le plan monétaire, la situation de l'UEMOA a été marquée par un accroissement de la liquidité globale et des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires et une masse monétaire consolidée à fin 2014.

De son côté, l'activité économique des pays de la CEMAC au cours de l'année 2014 s'est caractérisée par une reprise franche et rapide de la croissance économique et une amélioration du solde budgétaire (base engagements, hors dons), une dégradation du compte extérieur courant et une accélération des pressions inflationnistes. Dans la même période, la situation monétaire est demeurée confortable.

La croissance économique des pays de la CEMAC s'est établie en 2014, à 4,7% contre 1,4% en 2013. La contribution du secteur pétrolier à cette croissance est restée faible, soit 0,6 point, alors que le secteur non pétrolier y a contribué pour 4,1 points.

Les tensions inflationnistes en zone CEMAC se sont accrues en 2014, à 3,3% en moyenne annuelle, contre 2% en 2013, s'établissant au-dessus de la norme communautaire de 3%. Ces tensions s'expliquent par l'augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe et la situation socio-politique de la République Centrafricaine (RCA). Par pays, le taux d'inflation varie de 0,9% au Congo, à 4,7% au Gabon et 17,8% en RCA.

Au niveau des finances publiques, les pays de la

CEMAC ont enregistré un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, qui est revenu de -1,6% du PIB en 2013, à -0,4% en 2014. Dans le même laps de temps, le solde budgétaire de base, dons compris, est ressorti excédentaire de 3% du PIB contre 1,6% en 2013.

La situation monétaire dans la CEMAC s'est caractérisée par une contraction des avoirs extérieurs nets du système monétaire, une hausse des crédits à l'économie et un accroissement de la masse monétaire.

Dans l'ensemble, l'activité économique est demeurée favorablement orientée dans les deux sous-régions membres de la CICA-RE évoluant dans la zone Franc. La grande majorité des pays des deux sous-régions continuent d'enregistrer une croissance économique élevée, grâce aux efforts d'investissement dans les infrastructures et grâce, entre autres, à une production agricole favorisée par les bonnes conditions météorologiques.

C'est dans un tel contexte que la CICA-RE a évolué en 2014.

Les résultats obtenus s'inscrivent dans le sens d'une évolution plus rapide et plus favorable que celle prévue dans le plan stratégique de développement 2009-2020, et confirment ainsi la pertinence des analyses et des hypothèses retenues dans ce plan. Ces résultats qui sont en avance sur les prévisions constituent la raison essentielle de la révision du plan stratégique de développement adoptée par le Conseil d'Administration pour la période 2015-2020.

Ils représentent un réel motif d'encouragement dans la poursuite de la mise en œuvre des orientations du Conseil en vue de la réalisation des objectifs fixés, qui ouvrent la voie vers l'excellence.

II - LES OPERATIONS

A- LES PRODUITS

1- LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires brut toutes branches confondues s'est élevé à 30.270.273.584 FCFA contre 25.936.585.742 FCFA en 2013, en hausse de 4.333.687.842 FCFA, soit 16,71%.

La progression du chiffre d'affaires provient entre autres de la hausse des souscriptions Non Vie et VIE, notamment les acceptations suivantes :

- Facultatifs Non Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 2.390.181.000 en 2013 à FCFA 2.955.491.000 en 2014
- Facultatifs Non Vie Hors CIMA Hors Afrique : de FCFA 3.534.344.000 en 2013 à FCFA 4.336.121.000 en 2014
- Les cessions légales Vie : de FCFA 959.844.000 en 2013 à FCFA 1.496.250.000 en 2014
- Les cessions légales non vie de FCFA 4.627.260.000 en 2013 à FCFA 6.527.251.000 en 2014
- Traités Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 241.170.000 en 2013 à FCFA 888.215.000 en 2014
- Traités Non Vie hors CIMA Afrique : de FCFA 3.111.097.000 en 2013 à FCFA 3.597.183.000 en 2014
- Traités conventionnels Non Vie CIMA : de FCFA 1.491.228.000 en 2013 à FCFA 1.800.950.000 en 2014.

Cependant, cette hausse a été atténuée par une légère régression des souscriptions Traités Non Vie Hors Cima Hors Afrique ainsi que par celle des facultatifs Vie en zone CIMA:

- Traités Non Vie Hors CIMA Hors Afrique : de FCFA 2.700.161.000 en 2013 à FCFA 2.183.890.000 en 2014
- Facultatifs Vie CIMA : de FCFA 1.150.238.000 en 2013 à FCFA 874.020.000 en 2014
- Facultatifs Non-vie CIMA de FCFA 5.035.776.000 en 2013 à 5.026.801.000 en 2014

Le tableau ci-après présente l'évolution du chiffre d'affaires par exercice comptable.



a) Répartition du chiffre d'affaires par centre de production

Trois centres de production animent l'activité de la Compagnie : le Bureau Régional d'Abidjan, le Bureau Régional de Douala et le Siège.

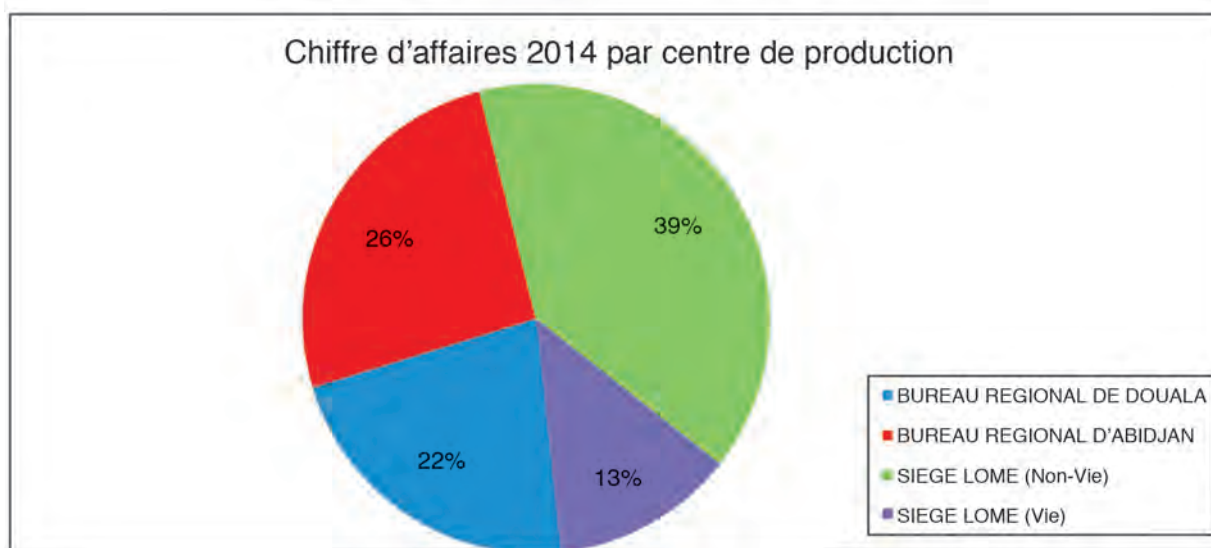
REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR CENTRE DE PRODUCTION

CENTRE DE PRODUCTION		2013	%	2014	%	Variation % (2014/2013)
BUREAU REGIONAL DE DOUALA		4 929 498 517	19,01	6 628 769 733	21,90	34,47
BUREAU REGIONAL D'ABIDJAN		7 312 408 544	28,19	7 834 169 802	25,88	7,14
SIEGE LOME	Non Vie	10 648 139 918	41,05	11 964 747 756	39,53	12,36
	Vie	3 046 538 763	11,75	3 842 586 293	12,69	26,13
	TOTAL SIEGE	13 694 678 681	52,80	15 807 334 049	52,22	15,43
Total		25 936 585 742	100,00	30 270 273 584	100,00	16,71

Le Bureau Régional de Douala : a enregistré en 2014 une production de 6.628.769.733 FCFA contre 4.929.498.517 FCFA en 2013 en hausse de 34,47%, et représentant 21,90% du chiffre d'affaires total de la Compagnie.

Le Bureau Régional d'Abidjan : le chiffre d'affaires généré par ce centre de production s'est établi en 2014 à 7.834.169.802 FCFA contre 7.312.408.544 FCFA en 2013 en hausse de 7,14%, soit 25,88% du chiffre d'affaires total de la Compagnie.

Le Siège : le chiffre d'affaires réalisé par le siège s'établit à 15.807.334.049 FCFA dont 3.842.586.293 FCFA pour la Vie et 11.964.747.756 FCFA au titre de la Non Vie. Il est globalement en hausse de 15,43% et contribue à hauteur de 52,22% au chiffre d'affaire global 2014.



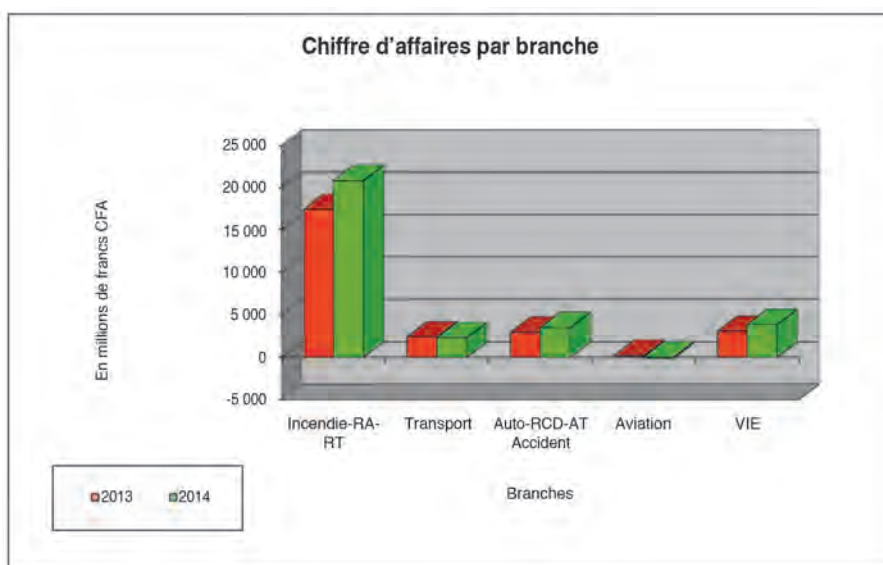
b) Le chiffre d'affaires par branche

Au cours de l'exercice sous revue, s'agissant de l'activité Non Vie les branches Incendie, Risques Annexes et Risques Techniques restent dominantes dans le chiffre d'affaires auquel elles ont contribué à hauteur de 20.773.718.210 FCFA. Les branches Automobile et Accident suivent avec 3.494.040.252 FCFA. Ces montants représentent respectivement 68,63% et 11,54% de la prime globale. Les primes générées par les branches Transport, Aviation représentent respectivement 7,54% et -0,40% de la production totale.

Quant aux acceptations de la branche Vie, elles s'élèvent à 3.842.586.293 FCFA soit 12,69% du chiffre d'affaires de la Compagnie.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR BRANCHE

BRANCHE	2013	%	2014	%	Variation % (2014/2013)
Incendie - RA-RT	17 376 012 718	66,99	20 773 718 210	68,63	19,55%
Transport	2 393 971 060	9,23	2 282 253 711	7,54	-4,67%
Auto-RCD-AT Accident	2 944 004 647	11,35	3 494 040 252	11,54	18,68%
Aviation	176 058 554	0,68	(122 324 882)	-0,40	-169,48%
Total Non-Vie	22 890 046 979	88,25	26 427 687 291	87,31	15,45%
VIE	3 046 538 763	11,75	3 842 586 293	12,69	26,13%
Total général	25 936 585 742	100,00	30 270 273 584	100,00	16,71%



2. LES PROVISIONS DE PRIMES

Elles comprennent :

- Provisions mathématiques de la branche Vie	1.653.907.483 FCFA
- Provisions de primes des branches élémentaires (Non Vie)	4.817.814.128 FCFA
TOTAL	6.471.721.611 FCFA

Contre **5.576.557.993 FCFA** au 31 décembre 2013, soit une hausse de 16,05%.

3. LES AUTRES PRODUITS

Ils se composent comme suit :

- Intérêts bancaires	927.108.030 FCFA
- Intérêts des prêts et autres placements	467.969.143 FCFA
- Intérêts sur dépôts espèces	317.711.203 FCFA
- Produits accessoires	2.172.500 FCFA
TOTAL	1.714.960.876 FCFA

contre **1.561.258.113 FCFA** au 31 décembre 2013 soit une hausse de 9,84 %.

Les autres produits représentent 5,67% du chiffre d'affaires et permettent d'amortir 39,70% des frais généraux. Les produits accessoires proviennent essentiellement de la vente des dossiers d'appel d'offre pour l'acquisition de diverses fournitures.

B. LES CHARGES

1. LES CHARGES DE SINISTRES

Les charges de sinistres sont composées des sinistres payés et de la variation des provisions de sinistres à la clôture (+) et à l'ouverture (-).

a) Les sinistres payés

Ils s'élèvent à **9.589.600.483 FCFA** au 31 décembre 2014 contre **9.168.083.048 FCFA** au 31 décembre 2013, en hausse de **421.517.435 FCFA** soit 4,60%.

Les rétrocessionnaires ont participé aux sinistres payés en 2014 pour **1.412.294.217 FCFA** soit 14,73% contre **644.556.592 FCFA** en 2013.

b) Les provisions de sinistres à payer au 31 décembre 2014

Les provisions de sinistres à payer sont évaluées à **26.979.559.170 FCFA** contre **24.514.737.513 FCFA** au 31 décembre 2013. Ces provisions ont été estimées selon les méthodes actuarielles.

Elles se ventilent en :

- Provisions SAP VIE	716.346.958 FCFA
- Provisions SAP Non Vie	26.263.212.212 FCFA
	<hr/>
	26.979.559.170 FCFA

Sous l'influence de la variation des provisions de sinistres à payer, les sinistres de compétence de l'exercice 2014 s'établissent à **11 451 393 857 FCFA** contre **13 258 065 645 FCFA** en 2013.

Le boni observé au niveau des provisions du sinistre Gandour se répercute aux rétrocessionnaires d'où leur participation à la charge de sinistre de compétence qui se traduit par un montant de **417.450.669 FCFA** en leur faveur.

On note que les provisions en monnaie convertie au 31/12/2013 de **24.514.737.513 FCFA** ont été reprises en 2014 pour un montant de **25.117.765.796 FCFA**, soit une variation de **603.028.283 FCFA** imputable à l'évolution du taux de change au 31/12/2014.

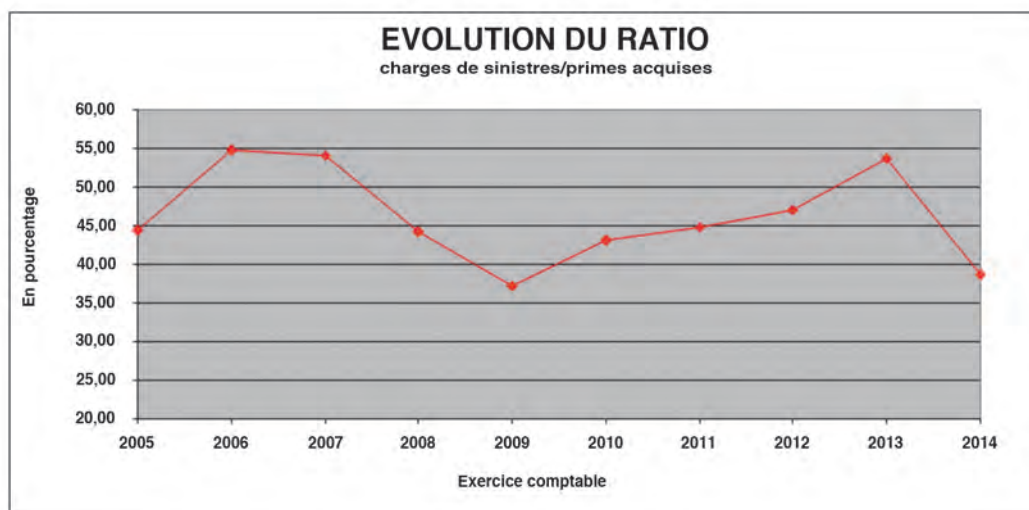
En effet, dans le concept de la comptabilité plurimonnaire utilisée par la CICA-RE et par la plupart des réassureurs internationaux, les provisions en monnaies originales au 31/12/N sont converties au cours en vigueur au 31/12/N alors que les reprises de ces provisions en monnaies originales sont converties au cours en vigueur au 31/12/N+1.

c) Les ratios charges de sinistres sur primes acquises (S/P) par branche

Le tableau et le graphique ci-après comparent les charges de sinistres et les primes acquises en 2014.

BRANCHES	PRIMES ACQUISES 2014	CHARGES DE SINISTRES 2014	TAUX S/P EN % 2014	TAUX S/P EN % 2013
Incendie - RA RT	20 725 697 114	9 015 912 833	43,50	58,50
Transports	2 231 136 920	888 104 729	39,81	36,52
Auto-RCD-AT Accidents	3 544 213 493	708 103 235	19,98	47,39
Aviation	(172 404 161)	(449 868 117)		400,94
TOTAL NON-VIE	26 328 643 366	10 162 252 680	38,60	57,92
VIE	3 333 898 788	1 289 141 177	38,67	25,67
TOTAL GENERAL	29 662 542 154	11 451 393 857	38,61	53,74

On constate que le ratio de sinistralité passe à 38,61% en 2014 contre 53,74% en 2013. La baisse de la sinistralité de la branche incendie est imputable au "boni" constaté sur les provisions antérieures du sinistre de la Parfumerie Gandour en Côte d'Ivoire, dont la charge brute CICA-RE s'élève finalement à FCFA 2.330.155.000 contre une estimation en 2013 de FCFA 3.275.204.341, et à l'absence de sinistre majeur à charge CICA-RE en 2014.



2. LES COMMISSIONS

Les Commissions Vie et Non Vie s'élèvent à **7.693.516.652 FCFA** au 31 décembre 2014 contre **6.150.839.378 FCFA** au 31 décembre 2013.

Elles représentent en moyenne **25,42%** du chiffre d'affaires en 2014 contre **23,71%** en 2013.

La contribution des rétrocessionnaires aux charges de commissions a atteint **121.564.493 FCFA** soit **1,58%** des commissions totales.

3. LES AUTRES CHARGES

Les autres charges de l'exercice 2014 s'élèvent à **4.319.870.115 FCFA** soit 14,27% du chiffre d'affaires 2014 contre **3.553.832.781 FCFA** représentant 13,71% du chiffre d'affaires en 2013.

Les autres charges hors dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à **3.778.785.694 FCFA** soit 96,36% des prévisions budgétaires de **3.921.732.079 FCFA** s'analysant en une économie de **142.946.385 FCFA**.

4. LE RATIO COMBINE

Le ratio combiné, exprimé en pourcentage des primes acquises, mesure la rentabilité opérationnelle des assureurs et réassureurs. Si ce ratio est supérieur à 100%, le réassureur est techniquement en perte avant le profit réalisé par ses placements. Il s'agit en fait d'un ratio qui tient compte de la sinistralité, des dépenses administratives et des autres frais de gestion. Il est plus pertinent pour les branches Non Vie.

RATIO COMBINE (NON-VIE)

	2013	2014	Variation
Frais de gestion*	2 643 460 123	3 236 944 659	593 484 536
Commissions et courtages	5 441 902 701	6 592 535 737	1 150 633 036
Charges de sinistres	12 436 080 241	10 162 252 680	-2 273 827 561
Charges totales	20 521 443 065	19 991 733 076	-529 709 989
Primes acquises	21 469 842 564	26 328 643 366	4 858 800 802
Ratio Combiné	95,58%	75,93%	-19,65%

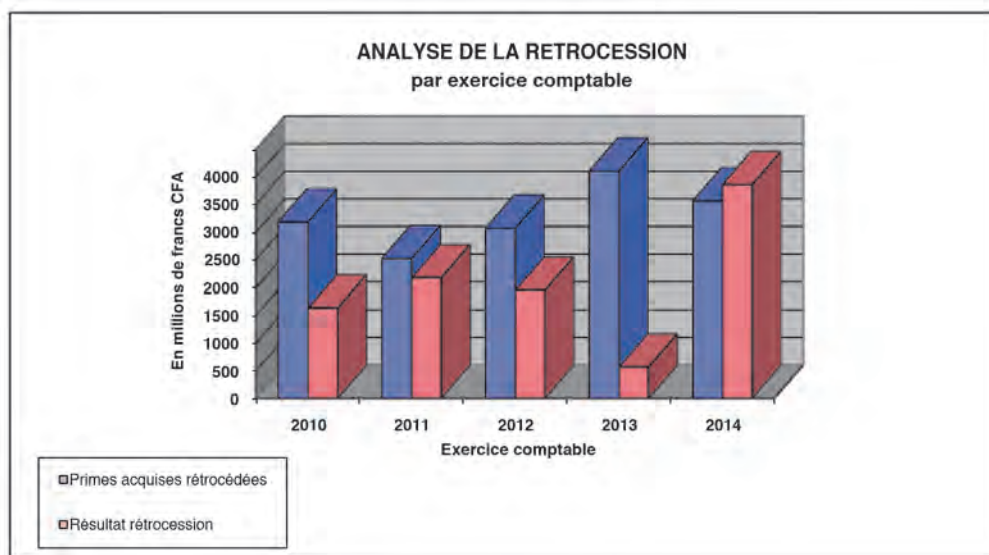
* Hors frais financiers et dotations aux amortissements et provisions

Le ratio combiné de la CICA-RE, en Non Vie s'élève en 2014 à 75,93% contre 95,58% en 2013, compte tenu de la meilleure sinistralité constatée cette année.

ANALYSE DES RESULTATS DE LA RETROCESSION

Exercices Comptables 2010, 2011, 2012, 2013, 2014

ELEMENTS	EXERCICE COMPTABLE				
	2010	2011	2012	2013	2014
Primes acquises rétrocédées	3 181 651 850	2 520 659 029	3 067 693 358	4 102 915 594	3 563 050 113
Part dans les charges de sinistres	1 046 324 924	17 079 581	733 280 775	3 364 249 887	-417 450 669
Commissions	506 856 147	331 800 231	387 094 365	172 866 296	121 564 493
Résultat rétrocession	1 628 470 779	2 171 779 217	1 947 318 218	565 799 411	3 858 936 289



D. LES RESULTATS

1. LES RESULTATS TECHNIQUES

L'exploitation technique de l'exercice 2014 est résumée ci-dessous. Il ressort de ces comptes un résultat technique net de 6.658.695.273 FCFA qui s'analyse comme suit :

RESUME DU COMPTE D'EXPLOITATION TECHNIQUE ACCEPTATIONS

ELEMENTS	NON VIE	VIE	TOTAL
Primes acquises	26 328 643 283	3 333 898 788	29 662 542 071
Sinistres de Compétence	-10 162 252 680	-1 289 141 177	-11 451 393 857
Commissions	-6 592 535 737	-1 100 980 915	-7 693 516 652
Resultat Technique	9 573 854 866	943 776 696	10 517 631 562

RESUME DU COMPTE D'EXPLOITATION TECHNIQUE RETROCESSION

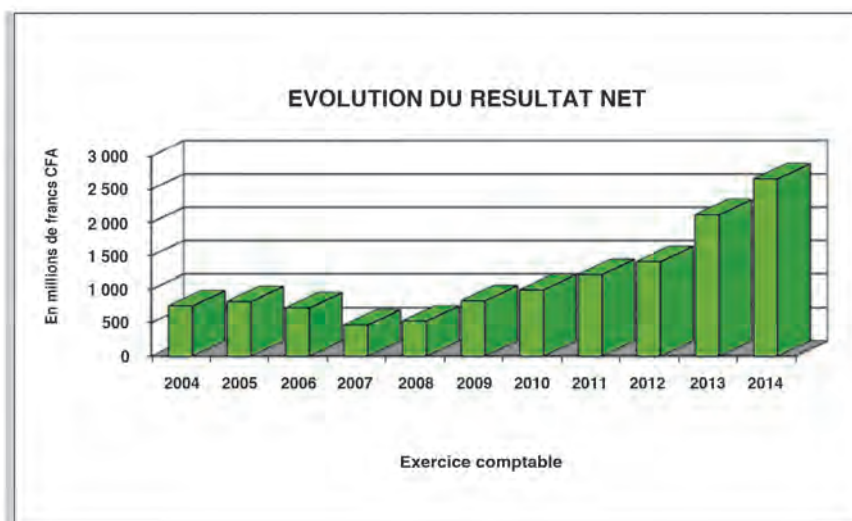
ELEMENTS	NON VIE	VIE	TOTAL
Primes acquises	-3 434 550 022	-128 500 091	-3 563 050 113
Sinistres de Compétence	-352 398 668	-65 052 001	-417 450 669
Commissions	44 309 811	77 254 682	121 564 493
Resultat Technique	-3 742 638 879	-116 297 410	-3 858 936 289

Resultat Technique Net	5 831 215 987	827 479 286	6 658 695 273
-------------------------------	----------------------	--------------------	----------------------

2. LE RESULTAT NET DE L'EXERCICE

Le résultat d'exploitation générale de l'exercice 2014 est bénéficiaire de 4.053.786.034 FCFA. Sous l'effet des profits et des pertes hors exploitation, l'exercice 2014 se solde par un bénéfice de 2.655.809.662 FCFA contre 2.114.332.574 FCFA en 2013. Le résultat net de l'exercice 2014 représente 8,77% du chiffre d'affaires.

La rentabilité du capital est ainsi assurée à concurrence de 13,28% en 2014.



3. L'AFFECTATION DU RESULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2014 s'élève à FCFA 2.655.809.662. Le plan stratégique de développement 2009-2020 prévoit la distribution des dividendes à hauteur de 25% à 30% des bénéfices annuels.

En conséquence, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat net comme suit :

AFFECTATION DU BENEFICE DE 2.655.809.662 FCFA:

Réserve Légale (1/10 du bénéfice de l'exercice)	265.580.966 FCFA
Réserve facultative	1.590.228.696 FCFA
Bénéfice à distribuer	800.000.000 FCFA
Total	<hr/> 2.655.809.662 FCFA

Les dividendes à distribuer correspondent à un montant total de 800.000.000 FCFA soit 30,12% du bénéfice réalisé en 2014. Le dividende par action est fixé à 40.000 FCFA.

III. PERSPECTIVES

Sur le plan de la politique internationale, il conviendrait de prêter une attention particulière au rapprochement entre les Etats-Unis et Cuba, puis à l'évolution des négociations en vue d'une reprise de la coopération entre les grandes puissances et l'Iran. L'apaisement des tensions qui en résulterait devrait exercer un effet favorable sur la croissance économique mondiale.

Selon les experts des Institutions financières internationales, l'année 2015 sera marquée, entre autres signes, par :

- une croissance économique mondiale qui devrait se situer autour de 3,8% du PIB, contre 3,3% en 2014 ;
- une bonne tenue du secteur non pétrolier ;
- une hausse de la production pétrolière ;
- une baisse des prix des principales matières premières dont le pétrole qui s'établirait en moyenne à 50,9 dollars le baril contre 104,2 dollars au début de l'année 2014, ainsi que le bois, le café, les huiles, les céréales (maïs, blé, riz), le coton, le caoutchouc et l'aluminium; cette baisse devrait s'inverser seulement légèrement à partir de 2016 ;
- une appréciation du dollar américain face à l'euro et donc au Franc CFA qui a une parité fixe avec l'euro (1 euro = 655,957 FCFA).

Au niveau de l'ensemble du continent Africain, le Nigeria se positionnerait comme la première puissance économique de l'Afrique, devant l'Afrique du Sud. Cette évolution prend tout son sens lorsque l'on considère la situation géographique du Nigeria qui est un véritable trait

d'union entre les pays membres de la CICA-RE, de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest.

Dans cet environnement, les pays de la zone Franc, comprenant ceux de l'UEMOA et de la CEMAC, continueront d'être confrontés au double choc exogène de la forte baisse des prix du pétrole et de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar. Pour les pays de la CEMAC, réputés producteurs et exportateurs de pétrole, les pertes éventuelles (ou les manques à gagner) enregistrées du fait de la baisse des cours du pétrole exprimés en dollars devraient être partiellement compensées par la hausse de la valeur du dollar par rapport à l'euro et au Franc CFA. A l'inverse, pour les pays de l'UEMOA, plutôt importateurs de pétrole, les gains (ou l'économie) réalisés du fait de la baisse des prix du pétrole seraient partiellement contrebalancés par la baisse de la valeur de l'euro et du Franc CFA. Par ailleurs, de l'avis des mêmes experts, la baisse de l'euro par rapport au dollar et la chute des cours du pétrole, (celle-ci ayant une incidence sur le niveau des prix domestiques), pourraient même à terme, améliorer dans une certaine mesure, la compétitivité des exportations des pays de la zone Franc.

En zone CEMAC, les perspectives macro-économiques pour l'année 2015 devraient se caractériser par un ralentissement de la croissance, qui passerait de 4,7% en 2014, à 4,1% pour l'année 2015. Ce ralentissement de la croissance résulterait essentiellement de la baisse de l'activité dans le secteur secondaire qui s'établirait à -0,5%, et qui tirerait vers le bas

les bonnes performances des secteurs primaire (+5,1%) et tertiaire (+5,4%).

L'inflation en zone CEMAC, s'établirait quant à elle, à 2,4% en moyenne en 2015 contre 3,3% en 2014.

La gestion des finances publiques se caractériserait par une dégradation du solde budgétaire, base engagements, hors dons, qui passerait de -0,4% du PIB en 2014, à -5,1% du PIB en 2015.

Ces perspectives de la CEMAC pour 2015 demeurent toutefois soumises à un aléa, à savoir le risque de la baisse continue des cours du pétrole brut sur le marché international. De même cette sous-région reste particulièrement vulnérable aux menaces terroristes qui sévissent aux frontières du Cameroun et du Tchad, ainsi qu'à l'escalade de la situation socio-politique de la république centrafricaine.

Dans la zone UEMOA, les prévisions pour 2015 envisagent une croissance de 7,2% pour l'ensemble, avec une amélioration dans la plupart des Etats. Cette croissance serait tirée par la Côte d'Ivoire qui atteindrait 10%, pendant que tous les autres Etats de la zone auraient des taux de croissance inférieurs à la moyenne de 7%.

L'amélioration de la croissance interviendrait dans un contexte de hausse modérée des prix. L'inflation devrait demeurer sous le plafond communautaire de 3%.

Dans l'UEMOA, en 2015, le déficit global (dons compris) viendrait en hausse de 3,3% du PIB, en

raison d'une baisse des dons associée à une hausse des dépenses publiques.

La zone UEMOA reste toutefois soumise à des facteurs de risques, notamment : la baisse de la demande en provenance de la zone euro, la crise sécuritaire dans la zone du sahel, l'épidémie à virus Ebola et les potentielles crises postélectorales ; plusieurs élections sont en effet prévues en 2015 dans la sous-région.

En somme dans les deux sous-régions, comme l'ont relevé les Ministres des Finances des Etats membres de la zone Franc, les prévisions économiques pour l'année 2015 seraient favorablement orientées, mais les Etats membres doivent exercer une vigilance particulière sur l'évolution de leur solde budgétaire, affecté par la chute des cours des matières premières et la dégradation de l'environnement sécuritaire. De même, une attention particulière doit être accordée au suivi de l'inflation et à la soutenabilité des finances publiques.

Sur un plan purement professionnel, les marchés CIMA continuent de susciter de l'intérêt de la part des assureurs et réassureurs étrangers. En effet, la seule place d'Abidjan compte désormais une douzaine de compagnies de réassurances ou leurs représentations qui, ensemble, apportent des capacités additionnelles. Cette situation devrait permettre d'accroître la conservation des primes sur les marchés CIMA, et de limiter les recours systématiques à des opérations de fronting qui, par essence, sont exportatrices de devises. La faiblesse du taux de pénétration de l'assurance en Afrique subsaharienne exceptée l'Afrique du Sud, avec

un taux inférieur à 1% contre près de 7% en Europe et 5,5% en Asie, confère à l'Afrique un potentiel élevé de croissance. Face à ce regain d'intérêt pour l'Afrique, les régulateurs des différents pays en matière d'assurance et réassurance, affûtent leurs armes réglementaires pour mieux encadrer les conditions d'installation et d'exercice de tous les acteurs. Dans ce sens, certains régulateurs renforcent et augmentent les taux des cessions légales, d'autres édictent des conditions d'agrément et de contrôle de la réassurance et des organismes de réassurances.

Il en est ainsi en zone CIMA où des initiatives sont prises, en vue de la diffusion de l'assurance indicielle et la micro-assurance, considérées comme deux branches d'avenir.

Par ailleurs, le Conseil des Ministres des Assurances de la CIMA, réuni en marge de la réunion des Ministres des finances de la zone Franc le 09 avril 2015 à Bamako (MALI), a adopté un texte sur le contrôle des réassureurs. Au-delà de ce texte, les différents acteurs, assureurs, réassureurs et courtiers, devraient mener une concurrence saine et observer un minimum de professionnalisme, de discipline et de rigueur dans la rédaction des conditions particulières des contrats, dans les tarifs et dans le traitement des sinistres. En effet, à titre d'exemple, une rédaction vague et une couverture globale en incendie sans le détail des capitaux assurés par site, ouvre une brèche à l'enrichissement sans cause.

Depuis 2007 avec le sinistre ORCA DECO (4,2 milliards de FCFA), le marché régional de la CIMA est confronté à une succession de sinistres récurrents, dans la branche incendie, les uns plus importants que les autres ; ainsi, on peut citer BATI PLUS (4,2 milliards en 2009), ROTO CI (5,99 milliards en 2009), BERNABE (6,25 milliards en 2010), ETS FMS (1,7 milliards en 2010), SUCAF FERKE (4,5 milliards en 2011), NOUVELLE PARFUMERIE GANDOUR (21,5 milliards en 2013), MULTIPRINT (4,2 milliards en 2014), ORCA DECO (2,6 milliards en 2014), CASINO & CITY SPORT (6,2 milliards en 2014) et bien d'autres.

Dans toutes ces occurrences, la CICA-RE en tant que réassureur régional, a accompagné les différents marchés dans le règlement de leurs sinistres aux assurés.

Elle poursuit son développement hors zone, avec l'ouverture effective du Bureau de Nairobi au Kenya. Ce Bureau de Nairobi porte beaucoup d'espoirs et est appelé à lui ouvrir beaucoup d'horizons dans l'approche de nouveaux marchés, en conformité avec les objectifs du Plan Stratégique de Développement 2009-2020, révisé pour la période 2015 - 2020.

C'est dans ces perspectives encourageantes que la CICA-RE évoluera en 2015, et les résultats obtenus jusqu'à présent constituent, pour les différents partenaires, un gage de succès pour l'avenir.

COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA (CICA -RE)

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Aux Actionnaires,

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels de la **COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA (CICA-RE)** ci-joints, pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ceux-ci comprennent le Bilan, le Compte de résultat, le Tableau d'évolution des capitaux propres, le Tableau de flux de trésorerie de l'exercice ainsi écoulé et les Notes explicatives des principaux comptes du Bilan et du Compte de résultat.

Responsabilités de la Direction vis-à-vis des comptes annuels

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation des comptes annuels conformément à l'Accord portant création de la Compagnie. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en oeuvre et le maintien d'un système de contrôle interne capable d'assurer la préparation et l'image fidèle des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'inexactitude significative, qu'elle soit due à l'erreur ou à la fraude; le choix et la mise en oeuvre de politiques comptables appropriées; et faire des estimations comptables qui soient raisonnables en la circonstance.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion motivée sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales relatives à la révision comptable. Ces normes requièrent la planification et la mise en oeuvre de diligences qui permettent d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes ne contiennent pas d'inexactitude significative et que les exigences relatives à l'éthique sont observées.

Un audit comprend la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir des évidences corroborant les montants et les informations figurant dans les comptes annuels. Les diligences choisies relèvent du jugement du Commissaire aux Comptes et prennent en compte l'appréciation du risque que les comptes annuels contiennent des inexactitudes significatives dues à l'erreur ou à la fraude. En appréciant ces risques, le Commissaire aux Comptes tient compte du contrôle interne applicable à la préparation et à l'image fidèle des

comptes annuels de l'entité dans le but de concevoir des diligences d'audit qui seraient appropriées en la circonstance et non pour exprimer une opinion sur la bonne marche du contrôle interne.

Un audit comprend également une évaluation des principes comptables suivis et des principales estimations faites par la Direction ainsi qu'une évaluation globale de la présentation des comptes annuels.

Nous estimons que nos contrôles et travaux d'audit fournissent une base raisonnable pour formuler notre opinion.

Opinion

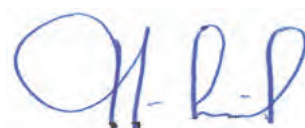
A notre avis, les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, dans tous les aspects significatifs, de la situation financière de la **COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA (CICA-RE)** au 31 décembre 2014 et de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels de synthèse des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de synthèse au 31 décembre 2014.

Abidjan, le 27 Mai 2015



MOUSTAPHA COULIBALY
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes

COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA (CICA -RE)

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Compagnie, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Conformément aux dispositions de l'article 21.6 de l'accord révisé portant création de la CICA-RE et selon les dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) de l'OHADA, il s'agit des conventions directes ou indirectes entre la Compagnie et l'un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Adjointes ainsi que des conventions entre la Compagnie et toute autre entreprise ou personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou Directeur Général Adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général Adjoint, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint de la personne morale contractante. Ces conventions doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Général, et avis doit en être donné au Commissaire aux Comptes qui présente à l'Assemblée Générale un rapport spécial.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de telles conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

1.1. Convention de mise en place d'un Réseau Privé de Télécommunications par VSAT pour la CICA-RE

Administrateur Concerné : Jean Kacou Diagou

Nature et Objet:

NSIA Technologies a signé avec la CICA-RE au cours de l'exercice sous revue, un contrat pour la

mise en place d'un Réseau Privé de Télécommunications par VSAT pour la CICA-RE. NSIA Technologies fait partie du groupe NSIA qui est actionnaire de la CICA-RE et représenté à son Conseil d'Administration par son Président Directeur Général, M. Jean Kacou Diagou.

Par cette convention, les deux parties s'engagent comme suit :

NSIA Technologies

NSIA Technologies s'engage, par les présentes, à exécuter toutes ses obligations techniques vis-à-vis de la CICA-RE, notamment celles définies dans le Cahier des charges portant sur l'acquisition, l'installation et l'Exploitation d'un Réseau Privé de Télécommunications Par VSAT pour CICA-RE et, dans les délais spécifiés.

CICA-RE

La CICA-RE s'engage à :

- Faciliter l'accès à ses bureaux régionaux à NSIA TECHNOLOGIES,
- Mettre à la disposition de NSIA Technologies toutes les informations et données nécessaires pour la mise en oeuvre du Projet,
- Se conformer au planning de décaissement tel que convenu d'accord parties et joint en annexe du protocole d'accord.

Modalités financières:

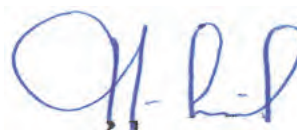
Le coût du projet revêt deux volets spécifiques :

- L'investissement en équipements (Antennes VSAT et Accessoires et Equipements indirect) : 27 779 000 FCFA ;
- Les coûts récurrents annuels (d'internet, de maintenance et d'interconnexion) : 35 814 000 FCFA. Ces coûts prendront effet en Janvier 2015 pour Lomé et Abidjan et en avril 2015 pour Douala.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice sous revue

Votre Conseil d'Administration n'a porté à notre connaissance aucune convention conclue au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Abidjan, le 27 mai 2015



MOUSTAPHA COULIBALY
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes

Un Réassureur qui Rassure

ANNEXES

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2014

1. BILAN 2014
2. COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE 2014
3. COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS 2014
4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE 2014
5. EXTRAIT DU RAPPORT DE NOTATION GCR

BILAN

BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

ACTIF	MONTANT BRUT		AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS POUR DEPRECIATION	MONTANT NET	
	2014			2014	2013
FRAIS D'ETABLISSEMENT&DEVELOPPEMENT (Page 17)	351 720 744		227 593 777	124 126 967	174 451 065
AUTRES CHARGES IMMOBILISEES (Page 17)	156 430 593		78 215 296	78 215 297	156 430 593
IMMOBILISATIONS & ENCOURS (Page 18)	8 232 126 098		2 229 176 281	6 002 949 817	5 621 788 768
IMMEUBLES	5 343 541 959		585 646 916	4 757 895 043	4 862 550 624
MATERIEL ELECTRONIQUE & MECANOGRAPHIQUE	483 200 083		388 649 026	94 551 057	101 073 888
MATERIEL DE TRANSPORT	220 802 816		134 855 069	85 947 747	140 056 018
MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU	997 014 021		708 324 002	288 690 019	368 134 703
AGENCEMENTS - AMENAGEMENTS - INSTALLATIONS	281 009 118		216 212 877	64 796 241	60 086 149
MOBILIER ET MATERIEL DE LOGEMENT	253 491 493		195 488 391	58 003 102	69 669 783
IMMOBILISATIONS EN COURS	653 066 608			653 066 608	20 217 603
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES	28 213 958 758		78 441 749	28 135 517 009	23 896 284 568
CREANCES POUR ESPECES DEPOSEES					
AUPRES DES CEDANTES	18 606 846 781			18 606 846 781	17 424 782 264
ESPECES DEPOSEES SAC (Page 25)	1 712 896 097			1 712 896 097	2 914 623 059
VALEURS MOBILIERES (Page 19)	6 072 438 307			6 072 438 307	1 865 886 530
PRETS ET AUTRES CREANCES A PLUS D'UN AN (Page 28)	390 661 015			390 661 015	359 343 841
TITRES DE PARTICIPATION (Page 20)	1 418 061 704		78 441 749	1 339 619 955	1 320 048 339
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS (Page 22)	13 060 135			13 060 135	11 600 535
TOTAL	36 446 090 137		2 307 618 030	34 138 472 107	29 518 073 336
PART DES RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES					
BRANCHES VIE	215 691 000			215 691 000	384 788 464
PROVISIONS MATHEMATIQUES	-			-	104 045 463
PROVISIONS DE SINISTRES	215 691 000			215 691 000	280 743 001
BRANCHES ELEMENTAIRES	2 412 142 506			2 412 142 506	4 254 546 388
PROVISIONS DE PRIMES	-			-	77 972 534
PROVISIONS DE SINISTRES	2 412 142 506			2 412 142 506	4 176 573 854
TOTAL	2 627 833 506		-	2 627 833 506	4 639 334 852
VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES	41 314 952 447		2 391 482 034	38 923 470 413	36 823 830 279
COMPAGNIES DEBITRICES (Page 16)	22 206 767 703		2 370 054 854	19 836 712 849	15 446 604 371
ACTIONNAIRES CAPITAL RESTANT DÙ	-			-	-
AUTRES DEBITEURS (Page 23)	132 160 667		12 960 100	119 200 567	117 130 406
PRIMES & COMMISSIONS A RECEVOIR (Page 15)	-			-	-
COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF) (Page 25)	248 701 744			248 701 744	272 430 098
TITRES DE PLACEMENT (Page 21)	538 662 815		8 467 080	530 195 735	
PRETS ET AUTRES CREANCES A MOINS D'UN AN (Page 27)	123 245 090			123 245 090	96 470 546
CHEQUES ET COUPONS A ENCAISSER (Page 30)	369 556 302			369 556 302	122 829 115
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX (Page 31)	17 684 723 251			17 684 723 251	20 752 347 388
CAISSE (Page 26)	11 134 875			11 134 875	16 018 355
TOTAL	41 314 952 447		2 391 482 034	38 923 470 413	36 823 830 279
TOTAL GENERAL	80 897 027 427		5 004 909 137	75 892 118 290	71 312 120 125

BILAN

BILAN AU 31 DECEMBRE 2014		
PASSIF	MONTANT NET 2014	MONTANT NET 2013
<u>CAPITAUX PROPRES ET RESERVES</u>		
CAPITAL SOCIAL	20 000 000 000	20 000 000 000
PRIME D'EMISSION	1 740 600 000	1 740 600 000
RESERVE LEGALE	1 382 773 935	1 171 341 678
RESERVES FACULTATIVES	4 710 207 002	3 407 295 813
RESERVES POUR CATASTROPHES	901 014 153	901 014 153
REPORT A NOUVEAU		20 872
TOTAL	28 734 595 090	27 220 272 516
<u>RESERVES REGLEMENTEES</u>		
RESERVES POUR FLUCTUATION DE CHANGE	397 968 058	
RESERVES POUR FLUCTUATION DE LA SINISTRALITE	2 517 051 361	2 517 051 361
TOTAL	2 915 019 419	2 517 051 361
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RECUES	42 183 000	42 183 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 207 818	1 207 818
PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES	393 337 429	294 378 506
<u>DETTES A LONG ET MOYEN TERME</u>		
DETTES POUR ESPECES POUR CAUTIONS & DEPÔTS RECUES	6 600 000	6 600 000
DETTES POUR ESPECES DEPOSEES PAR LES RETROCESSIONNAIRES EN REPRESENTATION D'ENGAGEMENTS TECHNIQUES (page 15)	671 679 245	1 042 328 088
ESPECES RECUES SAC NON VIE		863 451 861
TOTAL	1 115 007 492	2 250 149 273
<u>PROVISIONS TECHNIQUES</u>		
<u>BRANCHES VIE</u>		
PROVISIONS MATHEMATIQUES	1 653 907 483	1 137 370 957
PROVISIONS DE SINISTRES	716 346 958	793 934 973
<u>BRANCHES ELEMENTAIRES</u>		
PROVISIONS DE PRIMES	4 817 814 128	4 439 187 036
PROVISIONS DE SINISTRES	26 263 212 212	23 720 802 540
TOTAL	33 451 280 781	30 091 295 506
<u>DETTES A COURT TERME</u>		
COMPAGNIES CREDITRICES (Page 16)	6 099 227 020	6 014 032 183
CREDITEURS DIVERS (Page 34)	457 864 751	940 934 999
PRIMES & COMMISSIONS A PAYER (Page 37)	-	
PRODUITS COMPTABILISES D'AVANCE		
AUTRES COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF) (Page 37)	463 287 993	164 061 713
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX (Page 31)	26 082	
TOTAL	7 020 405 846	7 119 028 895
RESULTAT (BENEFICE DE L'EXERCICE)	2 655 809 662	2 114 322 574
TOTAL GENERAL	75 892 118 290	71 312 120 125

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31/12/2014				
DEBIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETROCEDEES	OPERATIONS NETTES 2014	OPERATIONS NETTES 2013
I BRANCHES VIE (V)				
SINISTRES				
Sinistres réglés	1 371 372 369	-	1 371 372 369	816 751 126
à ajouter : provisions de sinistres à la cloture de l'exercice	716 346 958	215 691 000	500 655 958	513 191 972
à déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	798 578 150	280 743 001	517 835 149	704 041 720
SINISTRES COMPETENCE DE L'EXERCICE	1 289 141 177	-	1 354 193 178	625 901 378
COMMISSIONS ET COURTAGES	1 100 980 915	77 254 682	1 023 726 233	617 153 165
II BRANCHES NON VIE (NV)				
SINISTRES				
Sinistres réglés	8 218 228 114	1 412 294 217	6 805 933 897	7 706 775 330
à ajouter : provisions de sinistres à la cloture de l'exercice	26 263 212 212	2 412 142 506	23 851 069 706	19 544 228 686
à déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	24 319 187 646	4 176 835 391	20 142 352 255	17 983 089 636
SINISTRES COMPETENCE DE L'EXERCICE	10 162 252 680	-	10 514 651 348	9 267 914 380
COMMISSIONS ET COURTAGES	6 592 535 737	44 309 811	6 548 225 926	5 360 819 915
RESULTAT ESTIMATION A REPORTER				28 545 773
PROVISIONS SPECIALES POUR ALEAS 31-12				
PROVISIONS SPECIALES POUR ALEAS 1 - 1				
III AUTRES CHARGES (Pages 38 à 39)				
FRAIS DE PERSONNEL			2 066 917 780	1 707 534 792
TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTERIEURS			658 501 847	496 121 905
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS			169 400 710	124 991 374
FRAIS DIVERS DE GESTION			812 776 144	666 641 987
FRAIS FINANCIERS			71 389 213	38 180 497
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS			540 884 421	520 362 226
TOTAL AUTRES CHARGES			4 319 870 115	3 553 832 781
RESULTAT : BENEFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE			4 053 786 034	2 733 623 496
TOTAL GENERAL			27 814 452 834	22 130 699 342

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31/12/2014

CREDIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETROCEDEES	OPERATIONS NETTES 2014	OPERATIONS NETTES 2013
I BRANCHES VIE (V)				
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	3 842 586 293	24 454 628	3 818 131 665	2 613 693 134
à ajouter : provisions mathématiques à l'ouverture de l'exercice	1 145 219 978	104 045 463	1 041 174 515	1 162 270 279
à déduire : provisions mathématiques à la clôture de l'exercice	1 653 907 483	-	1 653 907 483	1 033 325 494
PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	3 333 898 788	128 500 091	3 205 398 697	2 742 637 919
II BRANCHES NON VIE (NV)				
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	26 427 687 291	3 356 577 487	23 071 109 804	19 317 452 823
à ajouter : provisions de primes à l'ouverture de l'exercice	4 718 770 120	77 972 535	4 640 797 585	2 870 564 989
à déduire : provisions de primes à la cloture de l'exercice	4 817 814 128	-	4 817 814 128	4 361 214 502
PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	26 328 643 283	3 434 550 022	22 894 093 261	17 826 803 310
III PRODUITS FINANCIERS (Page 44)				
INTERETS BANCAIRES			927 108 030	943 212 998
INTERETS DES PRETS ET DES AUTRES REVENUS			467 969 143	225 520 991
INTERETS SUR DEPOTS ESPECES			317 711 203	353 145 484
IV AUTRES PRODUITS (Page 44)				
PRODUITS ACCESSOIRES			2 172 500	39 378 640
TOTAL III + IV			1 714 960 876	1 561 258 113
TOTAL GENERAL			27 814 452 834	22 130 699 342

COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS

COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 2014

DEBIT	2014	2013
Pertes sur exercices antérieurs (p 45)	54 154 415	14 855 615
Provisions pour dépréciation/titres participat°(p46)	40 753 451	
Cplt provisions pour régimes de retraite du prsl (p46)	103 207 301	47 486 159
Cplt provis°/indemnité fin mandat/Administ (p46)	27 588 000	7 134 000
Provisions pour prime d'intéressement (p46)	260 097 649	196 084 833
Provisions pour créances douteuses (GSR) (p46)	437 377 582	318 773 873
Pertes exceptionnelles diverses :		
- Pertes de change (p46)	374 493 656	75 152 851
- Autres pertes exceptionnelles (p46)	233 390 314	196 787 420
<u>Bénéfice net de l'exercice</u>	2 655 809 662	2 114 322 573
TOTAL	4 186 872 030	2 970 597 324
CREDIT	2014	2013
<u>Bénéfice d'exploitation de l'exercice</u>	4 053 786 034	2 733 623 496
Profits sur exercices antérieurs (p47)	71 405 646	136 935 080
Profits exceptionnels divers (p48)	25 940 483	10 826 937
Profits de change (p48)	35 739 867	89 211 811
TOTAL	4 186 872 030	2 970 597 324

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE EN FCFA

Eléments	NOTES	2014	2 013
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION			
Résultat avant Produits & charges financiers, impôts et éléments exceptionnels		2 416 151 803	1 249 924 520
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou</i>			
+ Dotation aux amortissements et aux provisions nettes des reprises (sauf celles portant sur l'actif circulant)		642 492 810	382 655 518
- Reprises sur provisions		(116 320 109)	(104 152 208)
= Résultat brut d'exploitation		2 942 324 504	1 528 427 830
Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (r B.F.R.E.) :			
- Variation des créances d'exploitation		(2 913 919 218)	(2 556 715 438)
+ Variation des dettes d'exploitation		2 497 888 021	3 787 473 705
= Flux net de trésorerie d'exploitation		2 526 293 307	2 759 186 097
<i>Autres encaissements et décaissements liés à l'activité:</i>			
- Frais financiers		(71 389 213)	(38 180 497)
+ Produits financiers		1 709 023 444	1 521 879 473
- Charges exceptionnelles liées à l'activité		(1 531 062 368)	(856 275 148)
+ Produits exceptionnels liées à l'activité		133 085 996	236 974 226
= Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)		2 765 951 166	3 623 584 151
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT			
- Acquisitions d'immobilisations		(6 193 484 640)	(1 221 438 476)
+ Réductions d'immobilisations financières		1 201 726 962	400 180 976
+/- Variation des autres postes (dettes et créances) relatifs aux immobilisations			
= Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)		(4 991 757 678)	(821 257 500)
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT			
+ Prime d'émission libérée au cours de la période		0	0
+ Capital libéré au cours de la période		0	0
- Dividendes versés		(600 000 000)	(399 979 128)
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)		(600 000 000)	(399 979 128)
VARIATION DE TRESORERIE (A + B + C)			
+ Trésorerie d'ouverture		20 891 194 858	18 488 847 335
= Trésorerie de clôture		18 065 388 346	20 891 194 858

**33^{ème} ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES DE LA CICA-RE DU 26 JUIN 2015
OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)**

=====

RESOLUTIONS

***Première Résolution
Relative à l'approbation des rapports du Conseil d'Administration
et du Commissaire aux comptes (exercice 2014)***

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et des rapports général et spécial du Commissaire aux comptes, approuve lesdits rapports ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 tels qu'ils lui sont présentés.

En conséquence, elle donne quitus aux Administrateurs pour leur gestion de l'exercice 2014.

***Deuxième Résolution
Relative à l'affectation du résultat***

L'Assemblée Générale Ordinaire, constatant que le bénéfice de l'exercice 2014 s'élève à 2 655 809 662 FCFA, décide de l'affecter comme suit :

Réserve Légale (1/10 du bénéfice de l'exercice)	265.580.966 FCFA
Réserve facultative	1.590.228.696 FCFA
Bénéfice à distribuer	800.000.000 FCFA
Total	2.655.809.662 FCFA

***Troisième Résolution
Relative à l'élection d'Administrateurs***

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions de l'Annexe B de l'Accord portant création de la CICA RE tel que modifié par la 7^{ème} Assemblée Générale des Etats Membres tenue le 07 avril 2013 à Dakar (République du Sénégal), élit Monsieur AYEVA Lymdah-Ouro en qualité d'Administrateur représentant l'Etat du Togo, pour un mandat à effet du 26 juin 2015 jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

S'agissant de l'élection du représentant de l'Etat Gabonais, l'Assemblée Générale Ordinaire

décide, conformément aux dispositions de l'article 21-1 de l'Accord Révisé le 7 avril 2013 portant création de la CICA-RE, d'adresser une correspondance à Monsieur le Ministre de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective de la République Gabonaise, aux fins de désignation d'une personne physique plutôt que morale, en qualité de Représentant Permanent de l'Etat Gabonais.

Quatrième Résolution
Relative aux conditions d'exercice des fonctions d'Administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire, décide de fixer la rémunération globale annuelle du Conseil à un montant de quatre vingt neuf millions cinq cent mille (89.500.000) FCFA, à effet à compter du 1^{er} janvier 2015, à charge pour le Conseil de le répartir entre ses membres.

Cinquième Résolution
Relative à la nomination du Commissaire aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, renouvelle le mandat de Monsieur Moustapha COULIBALY, associé gérant du Cabinet Grant Thornton, en qualité de Commissaire aux Comptes de la CICA RE, pour un mandat de trois (3) ans, couvrant les exercices 2015, 2016 et 2017.

Sixième Résolution
Relative à la date et au lieu de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire

Sur invitation des Autorités de la République du Sénégal, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que sa 34^{ème} réunion se tiendra à Dakar (République du Sénégal) en juin 2016.

Septième Résolution
Relative à la motion de remerciement au pays hôte

L'Assemblée Générale Ordinaire exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Burkina Faso pour l'accueil, l'hospitalité et toutes les facilités qui ont permis de tenir avec succès sa 33^{ème} réunion à Ouagadougou.

L'Assemblée Générale Ordinaire demande à son Président de transmettre, par l'intermédiaire des Autorités compétentes, au Chef de l'Etat, au Gouvernement et au peuple burkinabé, sa gratitude pour le soutien apporté à la CICA-RE et pour la généreuse manifestation de fraternité et d'amitié à l'endroit des participants venus des différents pays.



ECHOS DU DÎNER DE GALA



ECHOS DE LA REMISE DES ATTESTATIONS



M. REDOMBO James, Président du Conseil d'Administration de la CICA-RE, remettant l'attestation à une séminariste



M. OUATTARA Naby Abraham, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique de Burkina-Faso, remettant l'attestation à un séminariste



M. KOUAME N. Jean Baptiste (à droite), Directeur Général de la CICA-RE, remettant l'attestation à un séminariste



Mme Semde Aminata OUEDRAOGO (à droite), Directrice des Assurances du Burkina-Faso, remettant l'attestation à une séminariste



M. AW Seybatou, Directeur Général de AVENI-RE, remettant l'attestation à une séminariste



M. YAMSEKRE Tienbrebeogo (à droite), Conseiller Technique au Ministère des Finances du Burkina-Faso, remettant l'attestation à un séminariste

ECHOS DES SEMINAIRES



Troupe d'animation culturelle lors du dîner de gala





**JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBER
STATES OF CIMA**

2014 ANNUAL REPORT

Rating 10/2015

GCR : National (Zone CIMA): AA

International : BB+

SOLEMN OPENING CEREMONY OF 33RD GENERAL ASSEMBLY



Group photo of VIP and Guests with Mr Jean Gustave SANON, the Minister of Economy and Finance of Burkina-Fasa seat on middle position

SOLEMN OPENING CEREMONY OF SEMINAR WORKSHOPPERS



Group photo of Guests and workshopers with Mr OUATTARA Naby Abraham, Head of DGTCP and the MD of CICA-RE Mr KOUAME N. Jean-Baptiste

CONTENTS

Board of Directors	4
Management	5
Foreword	6
Board of Director's Report	7
External Auditor's Report	22
ANNEXES :	
Balance sheet	28
General Operating Account	30
General Profit and Loss Account	32
Statement of cash flow	33
Resolutions	34
Photos for work on shop of 33 rd session of the general assembly	36
Photos for work on shop of Gala night, view of the high table	37
Photos for work on shop of certificate award ceremony	38
Photos for work on shop of the two training	39

CICA-RE

Headquarters : Cité OUA
P.O. BOX 07 BP 12410 Lomé-TOGO
Telephone +228 22 23 62 62
 +228 22 23 62 65
 +228 22 23 62 69
Facsimile : +228 22 61 35 94
 +228 22 61 35 95
E-mail: cica-re@cica-re.com
Web site : www.cica-re.com

Central Africa Regional Office

P.O. Box 1176 Douala Bonanjo - CAMEROUN
Telephone : (237) 33 42 34 37
Fax : (237) 33 42 34 23
E-mail: cicaredouala@cica-re.com

West Africa Regional Office

P.O. Box 08 BP 1400 Abidjan 08
CÔTE D'IVOIRE
Telephone : (225) 22 48 27 30
Fax : (225) 22 44 36 50
E-mail: cicareabidjan@cica-re.com

BOARD OF DIRECTORS

as at 31st december 2014



James REDOMBO
*Director representing Gabon
Chairman of the Board of Directors*



Mamadou DEME
*Director representing Sénégal
Head of insurance*

Jean Kacou DIAGOU
*Director representing
the Ivorian Private Sector
Chairman of NSIA Group*



Issofa NCHARE
*Director representing Cameroun
Head of insurance*

Djovi KENOU
*Director representing
Togo & Tchad
Head of insurance of Togo*



Bassary TOURE
*Director representing BOAD
Deputy Chairman of BOAD*

Jacqueline CASALEGNO
*Director representing
CHANAS insurance & FSA
Group
Chairman of CHANAS
insurance*



Semde Aminata OUEDRAOGO
*Director representing
Burkina-Faso
Head of insurance*

BOARD OF DIRECTORS



Mamadou SY
*Director representing Mali,
RCA & Niger
Head of insurance of Mali*



Karim DIARASSOUBA
*Director representing
Côte d'Ivoire
Head of insurance*



**Aminata CISSE
DEMBELE**
*Director representing
«OTHERS INSURANCE
SOCIETIES GROUP»
Head of LAFIA SA insurance
of Mali*



**Alexandre Galloy
YOKA**
*Director representing
Congo-Brazzaville & Bénin
Head of Department of
Statistics and Centralization
of Congo*

MANAGEMENT

as at 31st december 2014



Jean Baptiste N. KOUAME
Managing Director



Hippolyte OYOUBA
Deputy Managing Director

FOREWORD

The thirty first annual report presents the 2014 accounting year, describes the company's operating conditions and indicates its development perspectives.

The 2014 turnover amounts to 30.270.273.584 FCFA or an increase of 16,71% as compared with the preceding year.

Businesses written in CIMA zone represent 53,15% of the 2014 total turnover as against 53,38% in 2013.

Legal cessions represent 26,51% (21,54% : 2013) of the turnover and shows an increase of 4,57 points as compared with the previous year. Conventional businesses which represented 78,46% of turnover in 2013, stand at 73,49% in 2014 all zones combined in relative value or an increase of 9,32% in nominal value.

Total Balance Sheet amounts to 75.892.118.290 FCFA as compared with

71.312.120.125 FCFA in 2013, or an increase of 4.579.998.165 FCFA in absolute value and, of 6,42% in relative value.

Technical results of gross acceptations reach 10.517.631.562 FCFA. Net income for the year, after deduction of overheads and non-operating income and expenses, amounts to 2.655.809.662 FCFA as against 2.114.322.574 FCFA in 2013. This represents 13,27% of share capital.

The first part of this report describes the economic background and the commercial environment that prevailed during 2014.

In a second part, under the heading «Operations», the operations are analyzed.

The report hence provides in its conclusion, an outlook of the company perspectives over future years.

I - ECONOMIC CONTEXT AND COMMERCIAL ENVIRONMENT

The year 2014 is for CICA-RE a reference year that confirms full performance of its 2009-2020 development strategic plan adopted on 16 April 2009 in Ouagadougou (Burkina Faso) by the General Assembly of member states of CICA RE. The year evolved in context of world economic recovery estimated at an average of 3,3% of GNP. That still fragile economic growth is unevenly distributed. In the USA and the United Kingdom, economic activities were stronger than expected with a growth of 2,4% and 2,6%, respectively. In Japan however, economic activity which stood at 0,1% has not yet taken off whilst the Euro zone can only show a moderate growth rate of 0,8%.

The same contrasted evolution is noted with emerging countries where the Chinese economy, despite a strong growth rate of 7,4%, is on its downstream while in India, the 5% growth rate declared at the aftermath of the new Government, is deemed strong. In Russia, the intensification of geopolitical tensions alters considerably the economic situation. In sub-Saharan Africa, including CFA zone countries, the economic growth rate estimated at 5% of GDP remains vigorous despite the sanitary situation opened in certain countries by the Ebola disease or, the difficult security situation in Nigeria or in southern Sudan.

In the CIMA zone, the CICA RE domestic zone which includes the French speaking West Africa Monetary and Economic Union (UEMOA) and the Monetary and Economic Community of Central Africa (CEMAC), the economic activity remained on a positive trend like in most countries of the Franc zone even though the two sub regions experienced different success

stories as a result of drops in oil prices coupled with the depreciation of the Euro and, consequently that of the FCFA as against the US\$, effective April 2014. Hence, for UEMOA countries which are more agriculture oriented,, the growth of the economic activity consolidated at 6,8% in 2014 against 5,8% in 2013 thanks to favorable climate conditions, increase of investments in road constructions and the good performance of the transport, commerce and telecommunications sectors.

All UEMOA countries recorded a moderate drop in foodstuff prices, except in Côte d'Ivoire with 0,3% and Mali with 0,9%. Average annual inflation rate of UEMOA stood at -0,1% as against 1,5% in 2013.

With respect to public finance of UEMOA countries, the year 2014 experienced again another budget deficit. The ratio of the base budgetary balance (net of grants) shows in 2014, a deficit of 0,6% as against 0,9% in 2013. The global budgetary deficit, however (including grants) stood at 2,9% of GDP as against 3,1% in 2013

The rate of indebtedness in 2014 was well monitored and remained at a reasonable level of 38,9% of GDP as against 37,6% in 2013. This debt level is in line with the regional standard that recommend that the public debt level be lesser than 70% of GDP.

The evolution of foreign trade in UEMOA in 2014 shows an improvement of the global balance which has become positive following the good orientation of exports of goods, namely cocoa (+31,8%), coffee (+7,6%) and cotton (3,2%) and,

favorable meteorological conditions. It is however noted a drop in external sales in sectors such as oil (-6,1%), uranium (-25,2%), gold (-1,3%) and rubber (-13,2%).

From a monetary standpoint, on the one hand, the UEMOA situation was characterized by an increase of global liquidity and net external financial positions of monetary institutions as well as a consolidated money supply at end of 2014. On the other hand, the economic activity of CEMAC countries during 2014, was characterized by a net and rapid recovery of economic growth, an improvement of the budgetary balance (base commitments, net of grants), a deterioration of the current external account and, an acceleration of inflation pressures. In the same period, the money position remained comfortable.

The economic growth rate of CEMAC countries stood, in 2014, at 4,7% as against 1,4% in 2013. The contribution of the oil sector to this growth was low, or 0,6 point whilst the non-oil sector contributed for 4,1 points.

Inflation pressures in CEMAC zone increased in 2014 to 3,3% in annual average as against 2% in 2013 hence, above the communal standard rate of 3%. These pressures are due to increase in consumer fuel prices and the social political situation in Central African Republic. Inflation rate varies from 0,9% in Congo, 4,7% in Gabon and 17,8% in Central African Republic.

From a public finance standpoint, CEMAC countries recorded a budget deficit, base commitments- net of grants, which moved from -1,6% of GDP in 2013 to -0,4% in 2014. In the same interval, the base budgetary balance,

including grants, came out positive by 3% of GDP as against 1,6% in 2013.

The monetary situation in the CEMAC zone was characterized by a contraction of net external reserves of the monetary system, an increase of lending to the economy and, an increase of the money supply.

Overall, the economic activity remained favorably oriented in the two sub regions members of CICA RE and evolving in Fcfa zone. The majority of the countries of the two sub regions continue to record a high economic growth, thanks to investment efforts in infrastructure and, among other things, to agricultural outputs favored by good meteorological conditions.

It is in this economic context that CICA RE operated in 2014.

It is in this economic context that CICA RE operated in 2014.

The results achieved are consistent with the perspective of a more rapid evolution, more favorable than that planned in the 2009- 2020 strategic development plan and, confirm the soundness of analyses and assumptions used to build said plan.

As these results have out-passed forecasts, the Board of Directors was justified to revisit the strategic development plan for the period 2015-2020. They represent a good reason of encouragement in pursuing the implementation of the Board directives to achieve objectives set and which paves the way to excellence.

II - OPERATIONS

A- REVENUES

1- THE TURNOVER

Gross turnover all classes combined amounted to 30.270.273.584 FCFA as against 25.936.585.742 FCFA in 2013, or an increase of 4.333.687.842 FCFA, or 16,71%.

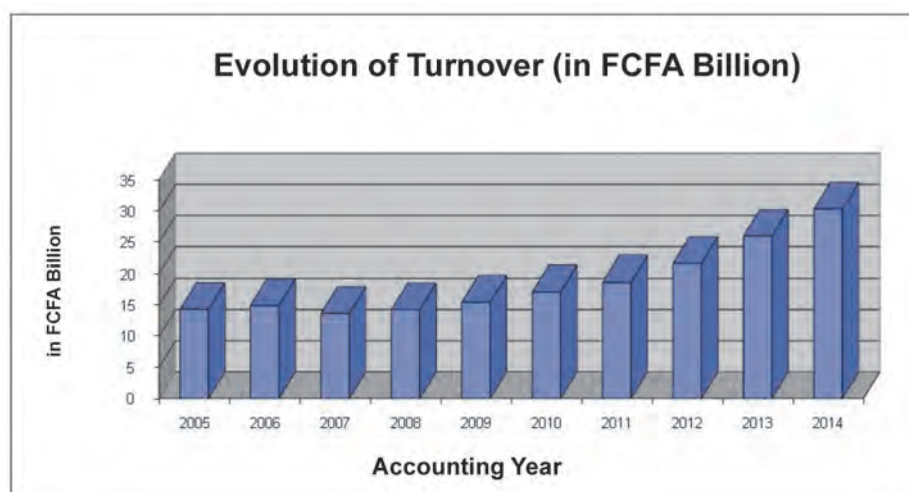
The growth of turnover stems, among other things from, an increase of life and non-life underwritings and, specifically, in the following acceptations:

- Facultatives Non-Life outside CIMA Africa: from FCFA 2.390.181.000 in 2013 to FCFA 2.955.491.000 in 2014
- Facultatives Non-Life outside CIMA and outside of Africa: from FCFA 3.534.344.000 in 2013 to FCFA 4.336.121.000 in 2014
- Legal cessions Life: from FCFA 959.844.000 in 2013 to FCFA 1.496.250.000 in 2014
- Legal cessions non -Life from FCFA 4.627.260.000 in 2013 to FCFA 6.527.251.000 in 2014
- Treaties Life outside Hors CIMA Africa: from FCFA 241.170.000 in 2013 to FCFA 888.215.000 in 2014
- Treaties Non -Life outside CIMA Africa: from FCFA 3.111.097.000 in 2013 to FCFA 3.597.183.000 in 2014
- Conventional Treaties Non - Life: from 1.491.228.000 Fcfa in 2013 to FCFA 1.800.950.000 in 2014

This increase has however been affected by a slight decrease of Underwritings Non-Life outside CIMA outside Africa and, that of Facultative Life in CIMLA zone.

- Treaties Non - Life outside CIMA and outside AFRICA: from FCFA 2.700.161.000 in 2013 to FCFA 2.183.890.000 in 2014
- Facultatives Life CIMA: from FCFA 1.150.238.000 in 2013 to FCFA 874.020.000 in 2014
- Facultatives Non-Life CIMA from FCFA 5.035.776.000 in 2013 to 5.026.801.000 in 2014

The table here under shows the evolution of turnover per accounting year.



a) Distribution of turnover by production centre

Three production centers make up the Company activities: The Abidjan Regional office, the Douala Regional office and the Headquarters.

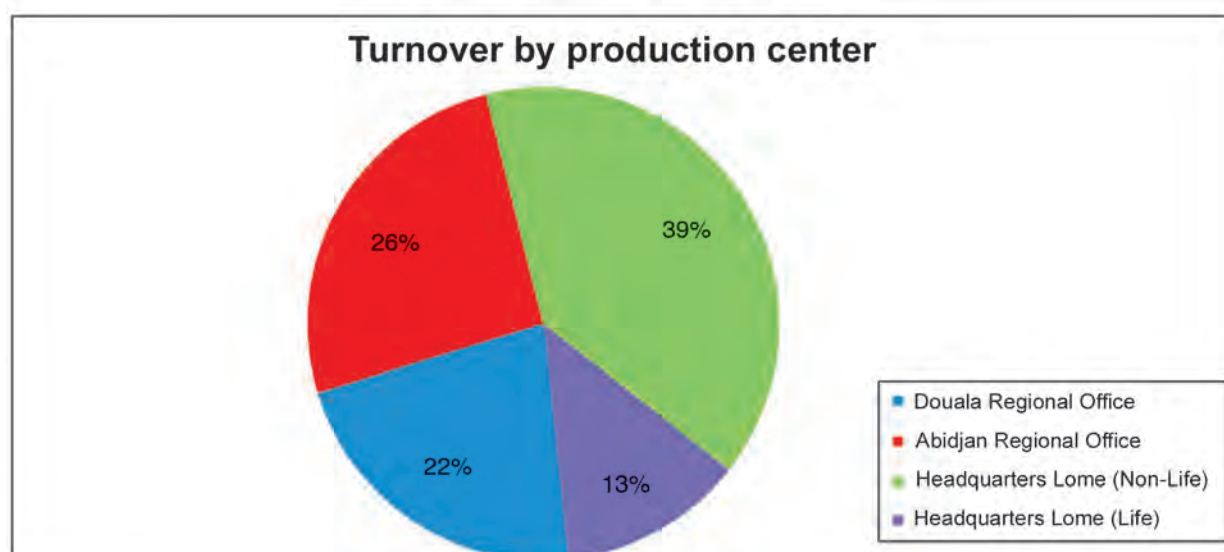
DISTRIBUTION OF TURNOVER BY PRODUCTION CENTER

PRODUCTION CENTER		2013	%	2014	%	Variation % (2014/2013)
DOUALA REGIONAL OFFICE		4 929 498 517	19,01	6 628 769 733	21,90	34,47
ABIDJAN REGIONAL OFFICE		7 312 408 544	28,19	7 834 169 802	25,88	7,14
HEADQUARTERS	Non-Life	10 648 139 918	41,05	11 964 747 756	39,53	12,36
	Life	3 046 538 763	11,75	3 842 586 293	12,69	26,13
	TOTAL	13 694 678 681	52,80	15 807 334 049	52,22	15,43
Total		25 936 585 742	100,00	30 270 273 584	100,00	16,71

The Douala Regional Office: This office recorded in 2014 a production of 6.628.769.733 FCFA as against 4.929.498.517 FCFA in 2013 or an increase of 34,47%, and representing 21,90% of total turnover of the Company.

The Abidjan Regional Office: The turnover realized by this production centre stood in 2014 at 7.834.169.802 FCFA as against 7.312.408.544FCFA in 2013, or an increase of 7,14%, or 25,88% of the Company total turnover.

The Headquarters: The turnover realized by the headquarters amounted to 15.807.334.049 FCFA of which 3.842.586.293 FCFA is for Life and 11.964.747.756 FCFA for Non-Life. It globally increased by 15,43% and contributes for 52,22% to 2014 global turnover.



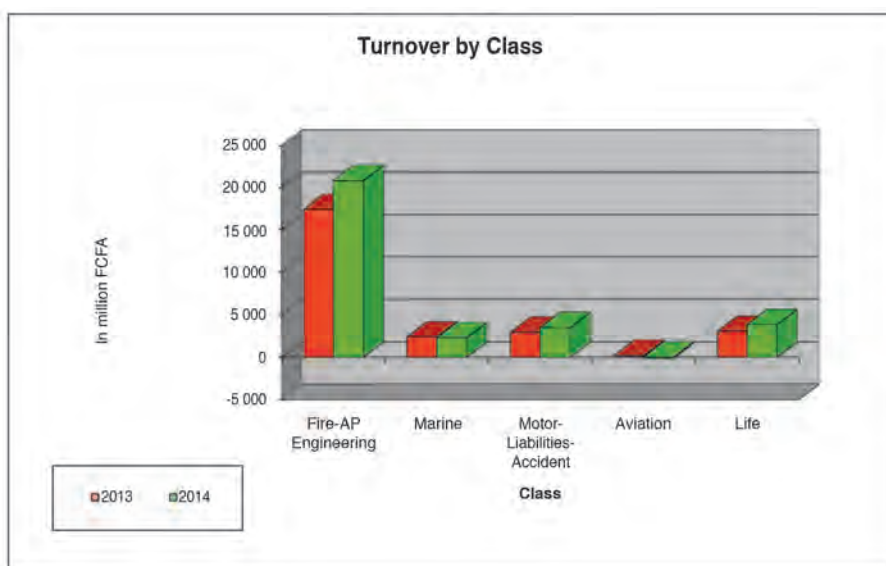
b) The turnover by class of business

During the year under review, concerning Non-Life activity, Fire, allied perils and engineering risks remain dominant in the turnover in which their contribution amounts to 20.773.718.210 FCFA. Motor and Accident classes follow with 3.494.040.252 FCFA. These amounts represent respectively 68,63% and 11,54% of total premium written. Premium generated by Transport and Aviation represent respectively 7,54% and -0,40% of total production.

Regarding the Life class underwriting, it amounted à 3.842.586.293 FCFA or 12,69% of the Company turnover.

TURNOVER PER CLASS

CLASSES	2013	%	2014	%	Variation % (2014/2013)
Fire-AP-Engineering	17 376 012 718	66,99	20 773 718 210	68,63	19,55%
Marine	2 393 971 060	9,23	2 282 253 711	7,54	-4,67%
Motor-Liabilities-Accident	2 944 004 647	11,35	3 494 040 252	11,54	18,68%
Aviation	176 058 554	0,68	(122 324 882)	-0,40	-169,48%
Total Non-Life	22 890 046 979	88,25	26 427 687 291	87,31	15,45%
Life	3 046 538 763	11,75	3 842 586 293	12,69	26,13%
Total general	25 936 585 742	100,00	30 270 273 584	100,00	16,71%



2. PROVISIONS FROM PREMIUM

They consist of:

- Mathematical Reserves-Life Class	1.653.907.483 FCFA
- Provisions for Premium Non-Life class	4.817.814.128 FCFA
TOTAL	6.471.721.611 FCFA

Compared with **5.576.557.993 FCFA** as at 31 December 2013, or an increase of 16,05%.

3. OTHER INCOME

They are made up of :

- Bank interest	927.108.030 FCFA
- Interest on loans and securities	467.969.243 FCFA
- Interest on cash deposits	317.711.203 FCFA
- Miscellaneous income	2.172.500 FCFA
TOTAL	1.714.960.876 FCFA

Compared with **1.561.258.113 FCFA** as at 31 December 2014, or an increase of 9,84 %.

Other income represents 5,67% of turnover and contribute for 39,70% to meeting overhead charges. Miscellaneous income are essentially generated from sales of supplier bids documentation for goods and services procurement process.

B. EXPENSES

1. CLAIM CHARGES

Claim charges are made up of claims paid plus the net balance of claim provisions at closing (+) and at opening (-).

a) Claims paid

These claims amount to **9.589.600.483 FCFA** as at 31 December 2014 as against **9.168.083.048 FCFA** as at December 2013, or an increase of **421.517.435 FCFA** or 4,60%.

Retrocessionnaires contributed to claims paid in 2014 for **1.412.294.217 FCFA** or 14,73% as compared with **644.556.592 FCFA** in 2013.

b) Reserves for outstanding claims at 31 December 2014

The reserves for outstanding claims are estimated at **26.979.559.170 FCFA** as against **24.514.737.513 FCFA** at 31 December 2013. These reserves are determined by the actuarial method of provisioning.

They are distributed as follows:

- LIFE	716.346.958 FCFA
- Non Life	26.263.212.212 FCFA
	<hr/>
	26.979.559.170 FCFA

Under the effect of the variation of the reserves for outstanding claims, net claims for the year 2014 amounted to **11 451 393 857 FCFA** as against **13 258 065 645 FCFA** in 2013.

The net surplus derived from settling the GANDOUR Affair resulted in Retrocessionnaires sharing in both the claim provisions and the net claim charges of the year. This resulted in a net amount of 417.450.669 FCFA in their favor.

It is noted that provisions in convertible currencies as at 31/12/2013 of **24.514.737.513 FCFA** were reversed in 2014 for an amount of **25.117.765.796 FCFA**, or a variation of **603.028.283 FCFA** due to exchange rate fluctuation as at 31/12/2014.

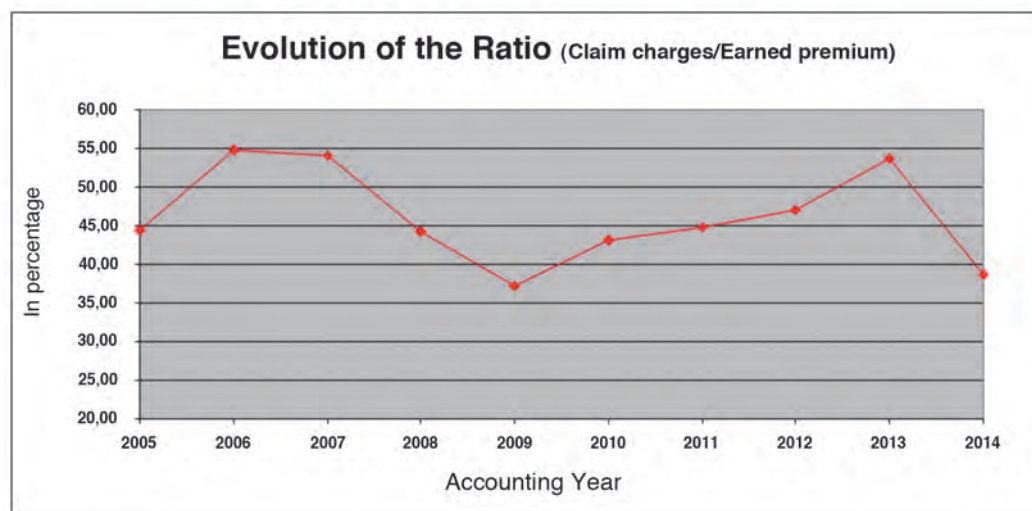
Indeed, in the framework of the multicurrency accounting principles adopted by CICA RE and most international reinsurers, provisions in original currencies as at 31/12/N are converted at the exchange rate prevailing at 31/12/N whilst provision reversals in original currencies are converted with exchange rates as at 31/12/N+1.

c) Loss /Premium ratio per class

The table and graph here under compare claim charges with earned premium in 2014.

BRANCHES	EARNED PREMIUM 2014	TOTAL LOSS 2014	LOSS RATIO 2014	LOSS RATIO 2013
Fire-AP-Engineering	20 725 697 114	9 015 912 833	43,50	58,50
Marine	2 231 136 920	888 104 729	39,81	36,52
Motor-Liabilities-Accident	3 544 213 493	708 103 235	19,98	47,39
Aviation	(172 404 161)	(449 868 117)		400,94
TOTAL NON-LIFE	26 328 643 366	10 162 252 680	38,60	57,92
LIFE	3 333 898 788	1 289 141 177	38,67	25,67
TOTAL GENERAL	29 662 542 154	11 451 393 857	38,61	53,74

It can be noted that the loss ratio moved to 38,61% in 2014 as compared with 53,74% in 2013. The drop in the loss ratio of the fire class is due to the net surplus noted on provisions made initially on the perfume company GANDOUR in Côte d'Ivoire and which gross claim for CICA RE finally stood at 2.330.155.000 Fcfa as against an initial estimate of 3.275.204.341 Fcfa made in 2013. This is also due to the lack of any major claim charges for CICA RE in 2014.



2. COMMISSIONS

Life and Non- Life Commissions amount to **7.693.516.652 FCFA** as at 31 December 2014 as against **6.150.839.378 FCFA** at 31 December 2013.

They represent on the average **25,42%** of turnover in 2014 as against **23,71%** in 2013.

Contribution of retrocessionnaires to commission charges reached **121.564.493 FCFA** or **1,58%** of total commissions.

3. OTHER EXPENSES

Other expenses of the year 2014 amount to **4.319.870.115 FCFA** or 14,27% 2014 turnover as compared with **3.553.832.781 FCFA** representing 13,71% of turnover in 2013.

The other expenses net of depreciation and amortization expenses amounted to **3.778.785.694 FCFA** or 96,36% of budget forecast of **3.921.732.079 FCFA** resulting in a saving of **142.946.385 FCFA**.

4. THE COMBINED RATIO

The combined ratio, expressed as a percentage of premium earned, measures the operating profitability of insurers and reinsurers. If this ratio is greater than 100%, the reinsurer is technically at a loss, before taking into account income from investments. This is in fact, a ratio that takes account the technical loss status, overhead and other management expenses. It is more relevant for Non-Life classes.

COMBINED RATIO (NON-LIFE)

	2013	2014	Variation
Management expenses*	2 643 460 123	3 236 944 659	593 484 536
Commissions & Brokerage	5 441 902 701	6 592 535 737	1 150 633 036
Claim charges	12 436 080 241	10 162 252 680	-2 273 827 561
Total Expenses	20 521 443 065	19 991 733 076	-529 709 989
Premium Earned	21 469 842 564	26 328 643 366	4 858 800 802
Combined ratio	95,58%	75,93%	-19,65%

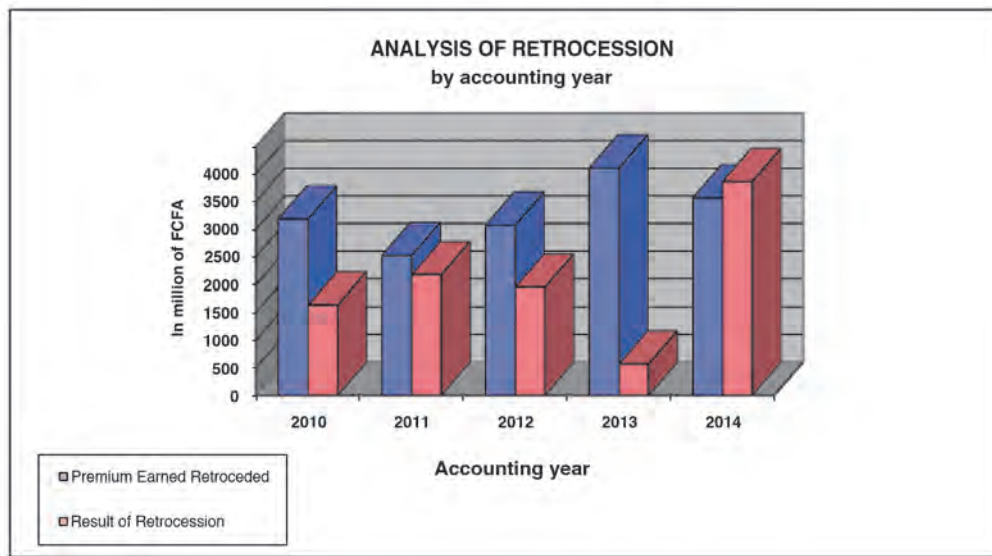
* Net of financial charges and depreciation & provision

CICA RE Non -Life combined ratio in 2014 amounts to 75,93% as against 95,58% in 2013, which demonstrates a better loss ratio this year.

ANALYSIS OF THE RETROCESSION RESULTS

Accounting years, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014

ELEMENTS	ACCOUNTING YEAR				
	2010	2011	2012	2013	2014
Retroceded earned premium	3 181 651 850	2 520 659 029	3 067 693 358	4 102 915 594	3 563 050 113
Share in the expenses	1 046 324 924	17 079 581	733 280 775	3 364 249 887	-417 450 669
Commission	506 856 147	331 800 231	387 094 365	172 866 296	121 564 493
Retrocession result	1 628 470 779	2 171 779 217	1 947 318 218	565 799 411	3 858 936 289



Premium retroceded in 2014 showed a drop as compared to the previous year. This drop stems from the combined effect of the slight drop of our non-proportional retrocession premium and a drop of specific retrocessions.

D. THE RESULTS

1. TECHNICAL RESULTS

2014 technical results are summarized below. The net technical result driven from these accounts amounts to 6.658.695.273 FCFA which is analyzed as follows:

SUMMARY OF UNDERWRITING OPERATING ACCOUNT

ITEMS	NON-LIFE	LIFE	TOTAL
Earned Premiums	26 328 643 283	3 333 898 788	29 662 542 071
Underwriting year claims	-10 162 252 680	-1 289 141 177	-11 451 393 857
Commissions	-6 592 535 737	-1 100 980 915	-7 693 516 652
Technical Results	9 573 854 866	943 776 696	10 517 631 562

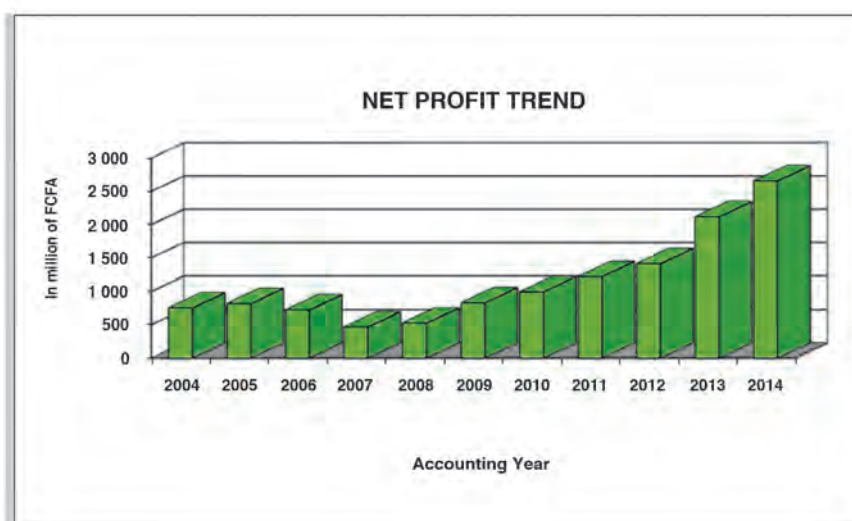
SUMMARY OF RETROCESSION OPERATING ACCOUNT

ELEMENTS	NON-LIFE	LIFE	TOTAL
Earned Premiums	-3 434 550 022	-128 500 091	-3 563 050 113
Underwriting year claims	-352 398 668	-65 052 001	-417 450 669
Commissions	44 309 811	77 254 682	121 564 493
Technical Results	-3 742 638 879	-116 297 410	-3 858 936 289

Net Technical Result	5 831 215 987	827 479 286	6 658 695 273
-----------------------------	----------------------	--------------------	----------------------

2. NET RESULT OF THE YEAR

The operating result of 2014 is positive and amounts to **4.053.786.034 FCFA**. The impact of non-operating profits and charges reduced this result and produced a profit of **2.655.809.662 FCFA** in 2014 as against **2.114.332.574 FCFA** in 2013. The net result of 2014 represents **8,77%** of turnover. Return on capital stands at **13,28%** for 2014.



3. APPROPRIATION OF NET RESULT

Net result of the year 2014 amounts to 2.655.809.662 Fcfa. The 2009-2020 development strategic plan sets payment of dividends between 25% and 30% of annual profits.

Consequently, the Board of Directors propose to the General Assembly to allocate net result as follows:

APPROPRIATION OF NET PROFIT	2.655.809.662 FCFA:
Legal Reserve (1/10 of net income)	265.580.966 FCFA
Facultative Reserve	1.590.228.696 FCFA
Dividend payable	800.000.000 FCFA
Total	2.655.809.662 FCFA

Dividends payable amount to 800.000.000 FCFA or 30,12% of net profit realized in 2014. Dividend per share amounts to 40.000 FCFA.

III. OUTLOOK

At the international political level, one should pay a particular attention to the normalization of relationships between the USA and CUBA and, to the progress of negotiations between the world most powerful nations and IRAN with a view to revamping their cooperation. It is expected that the underlying smoothing of tensions will have a favorable effect on the world economic growth.

In accordance with international finance institutions experts, the year 2015 will earmarked, among other signs, by:

- a world economic growth which would stand around 3,8% of GDP, against 3,3% in 2014 ;
- a good standing of the non- oil sector;
- an increase of oil production ;
- a drop of main raw material prices including oil which price would be on average around 50,9 Dollars the barrel against 104,2 Dollars early 2014, as well as those of timber, coffee, consumable oils, cereals (maize, wheat, rice), cotton, rubber and aluminum. This drop is expected to reverse slightly in 2016 ;
- an appreciation of the American Dollar against the euro and consequently to the Franc CFA which enjoys a fixed parity to the euro (1 euro = 655,957 FCFA).

From the African continent perspective, Nigeria would stand as the first economic power before South Africa. This ranking makes sense in view of Nigeria geographic position which is a true hyphen between CICA RE member countries of West and Central Africa.

In this environment, countries of the Franc zone, including those of UEMOA and those of CEMAC, will continue to face a double exogenous choc of the large drop of oil price and depreciation of the euro against the US Dollar. On the one hand, for CEMAC countries known as producers and exporters of oil, possible losses (or revenue shortfalls) recorded due to the drop of oil prices expressed in USD should be partially mitigated by the increase of the Dollar value against the euro and the Fcfa. On the other hand, for UEMOA countries, rather importer of oil, gains (or savings) realized as a result of a drop of oil price would be partially counter-balanced by the drop in value of the euro and the FCFA. Furthermore, in accordance to the same experts, the drop of the euro against the USD and that of oil price, (this has an impact on domestic prices), may to a certain extent, ultimately, improve competitiveness of exports in the Franc zone.

In CEMAC zone, macro-economic perspectives for 2015 should be characterized by a slow-down of growth which will move from 4,7% in 2014 to 4,1% in 2015. This slow-down of the economic growth would result essentially from the drop of activity in the secondary sector which should stand at -0,5% and, which would pull downward the primary (+5,1%) and the third (+5,4%) sectors performances.

Inflation in CEMAC zone would, on the one hand, stand at 2,4% on average in 2015 against 3,3% in 2014.

Public finance management would be characterized by the worsening of the budgetary

balance, engagements base, net of grants, which would move from -0,4% of GDP in 2014 to -5,1% of GDP in 2015.

These perspectives for CEMAC for 2015 will still be subject to one hazard, that is, the risk of a continuous drop of crude oil price on the international market. By the same token, this sub-region remains particularly vulnerable to terrorist threats who operate at the borders of Cameroon and Chad as well as the escalation of the socio-political situation in Central African Republic.

In the UEMOA zone, forecasts for 2015 envisage a growth of 7,2% for the region with an improvement in most of the countries. This economic growth would be overhauled by Côte d'Ivoire which would achieve 10%, while the other countries of the zone would achieve growth rate less than an average of 7%.

The embellishment of the economic growth would be realized in a context of a moderate rise of prices. Inflation should remain under a communal ceiling of 3%.

In the UEMOA, in 2015, the global deficit (including grants) would increase by 3,3% of GDP due to a decrease in grants volume which is related to an increase in public spending.

The UEMOA zone remains however exposed to risk factors, namely: the decrease of demands from the euro zone, the security crisis in the Sahel zone, the Ebola disease breakout and the potential post-election crises; several elections are scheduled to take place in 2015 in the sub region.

Overall, as reported by the ministers of finance of the Franc zone member states, economic forecasts for 2015 in the two sub-regions, could be favorably led but, member states should exercise a particular vigilance over the evolution of their budgetary balances, affected by a drop of raw material prices and the deterioration of the security environment. By the same token, a particular attention should be paid to monitoring inflation and the public finance.

From a pure professional standpoint, CIMA markets continue to be attractive to foreign insurers and reinsurers. Indeed, the Abidjan market alone accounts for over twelve reinsurers or their representatives who, put together, bring forward additional capacities. This situation will involve higher premium retention on CIMA markets and to limit systematic calls towards fronting transactions which, in essence, imply export of foreign currencies. The poor penetration rate of insurance in Sub-Sahara Africa (Exception of South Africa) with a rate less than 1% as compared to near 7% in Europe and 5,5% in Asia, leaves Africa with a great potential of growth. With this new appetite for Africa, insurance and reinsurance regulators of different countries reinforce regulatory rules in order to better oversee installation and practicing conditions of their market players. While certain regulators reinforce and increase the legal cession level, other issue practicing and supervision conditions of the reinsurance business and entities in the reinsurance activities. In the CIMA zone, certain initiatives are taken in order to launch the indicial insurance and the micro-insurance, expected to be the classes for the future.

Furthermore, the CIMA Ministers council who held a meeting alongside the Franc zone finance Ministers meeting on 09 April 2015 in Bamako (MALI), adopted a regulation on the supervision of reinsurers. Beyond this regulation, the different players, insurers, reinsurers and brokers, are expected to exercise a fair competition and observe a minimum of professionalism, discipline and rigor in drafting insurance contract particular conditions, tariffs and treatment of claims. Indeed, for example, a vague contract and an open cover in fire without any detailed information on assets insured by site, pave the way for an undue enrichment.

Since 2007, with ORCA DECO claim (4,2 billion FCFA), the CIMA regional market is confronted with a succession of recurrent claims in the fire class, with more and more significant impacts. Hence, one can name : BATI PLUS (4,2 billion Fcfa in 2009), ROTOCI (5,99 billion Fcfa in 2009), BERNABE (6,25 billion in 2010), ETS FMS (1,7 billion in 2010), SUCAF FERKE (4,5 billion in 2011), NOUVELLE PARFUMERIE

GANDOUR (21,5 billion in 2013), MULTIPRINT (4,2 billion in 2014), ORCA DECO (2,6 billion in 2014), CASINO & CITY SPORT (6,2 billion in 2014) and many more.

With respect to all these occurrences, CICA RE as a regional reinsurer, has sustained the different markets in their effort of settling claims to insured.

The Corporation pursues its development outside its traditional zone with the opening a regional office in Nairobi, Kenya. The Nairobi office carries lots of hopes and is expected to pave the way for many more horizons in penetrating new markets in line with the 2009-2020 strategic plan objectives and, updated for the period 2015 -2020.

In 2015, CICA RE will evolve in the framework of these encouraging perspectives and, the results achieved today, make up a success cushion over the future for its different business partners.

JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBER STATES OF CIMA (CICA -RE)

GENERAL REPORT OF STATUTORY AUDITORS

FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2014

TO THE SHAREHOLDERS,

We have audited the accompanying financial statements of the JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBERS STATES OF CIMA (CICA-RE), which comprise the balance sheet as at December 31, 2014, and the income statement, statement of changes in equity and cash flow statement for the year then ended, and summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the

financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

OPINION

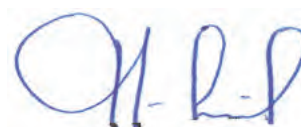
In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBERS STATES OF CIMA (CICA-RE), as of December 31, 2014 and of its financial performance and its cash flows for the year then ended.

VERIFICATIONS AND SPECIFIC INFORMATIONS

In accordance with the standards of the profession, we have also carried out specific reviews required by the law.

We make no comments on the sincerity and the conformity of information provided in the Board of Directors' annual report and in the documents addressed to the Shareholders on the financial position, with the financial statements for the year ended 31 December 2014.

Abidjan, 27 May 2015



MOUSTAPHA COULIBALY
Certified Public Accountant
Statutory Auditor.

JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBER STATES OF CIMA (CICA -RE)

SPECIAL REPORT OF STATUTORY AUDITORS

FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2014

TO THE SHAREHOLDERS,

We are pleased to present to you our external auditor report on regulated conventions.

In accordance with the dispositions of articles 438 to 448 of the Uniform Act on commercial companies and economic pooling of interests (GIE) of OHADA, this concerns direct or indirect conventions between the company and any of its Directors, Executive Managing Directors or Deputy Executive Managing Directors as well as conventions between the Company and any other public company if, one of its directors or an executive managing director or deputy executive managing director of the Company is the owner of that company or an unlimited liability partner, manager, director, chief executive officer or deputy chief executive officer of the contracting company.

Such conventions must be subject to a preliminary approval of the Board of Directors or the Executive Director which must be brought to the attention of the statutory auditor who presents a special report thereon to the General Assembly.

It is not our responsibility to search the existence of such conventions but to bring to your attention, based upon information received, the characteristics and financial modalities of those conventions that came to our attention without expressing an opinion on their usefulness and their justification.

It is your responsibility to assess the economic interest resulting from the conclusion of such conventions before approval.

We conducted our audit in accordance with international standards on auditing. Those standards require that we perform procedures aimed at verifying that data given to us agree with originating data bases.

1. CONVENTIONS CONCLUDED DURING THE YEAR

Your Board of Directors did not bring to our attention any convention concluded during the year ended 31 December 2014.

**A summary of the contract entered into between CICA-RE and NSIA Technologies
for the installation of a private telecommunication network through VSAT for the benefit
of CICA-RE**

***Interested Director of the Board:* Jean Kacou DIAGOU**

Nature and purpose

NSIA Technologies and CICA-RE signed a contract for the installation of a private telecommunication network via VSAT.

NSIA Technologies is a subsidiary of the NSIA Group, a shareholder of CICA-RE and represented in the Board of Directors by its Group Chairman Mr. Jean Kacou DIAGOU.

The two parties resolved as follows:

NSIA Technologies

NSIA Technologies will execute and perform its technical duties to CICA-RE, notably the responsibilities defined in the service level agreement on the acquisition, installation and use of a private telecommunication network via VSAT for CICA-RE and within the specified deadlines.

CICA-RE

CICA-RE will:

- Facilitate NSIA Technologies access to its regional offices;
- Provide NSIA Technologies all the information and data needed for the implementation of the project;
- Follow the planning of installation as defined by the parties and attached to the service level agreement.

Financial conditions

The cost of the project includes:

- Investment on equipment (VSAT antenna, accessories equipment) XOF 27.779.000
- Recurrent expenditure (internet, servicing, interconnexion) XOF 35.814.000

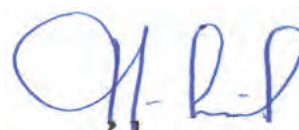
Payment of these expenses will start as follow:

- a) January 2015 for Lomé and Abidjan
- b) April 2015 for Douala

2. CONVENTIONS CONCLUDED IN PREVIOUS YEARS WHICH EFFECTS CONTINUED IN THE CURRENT YEAR

Your Board of Directors did not bring to our attention any convention concluded in previous years.

Abidjan, 27 May 2015



MOUSTAPHA COULIBALY
Certified Public Accountant
Statutory Auditor.





ANNEXES

FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31ST DECEMBER 2014

- **BALANCE SHEET**
- **GENERAL OPERATING ACCOUNT**
- **GENERAL PROFIT AND LOSS ACCOUNT**
- **STATEMENT OF CASH FLOW**
- **RESOLUTIONS**

BALANCE SHEET

BALANCE SHEET AS AT 31st DECEMBER 2014

ASSET (Fcf)	AMOUNT 2014	GROSS 2014	AMORTIZATION & PROVISIONS FOR DEPRECIATION	AMOUNT 2014	NET	AMOUNT* 2013	NET
ESTABLISHMENT & DEVELOPMENT COST		351 720 744	227 593 777	124 126 967		174 451 065	
OTHER CAPITALIZED EXPENSES (Page 17)		156 430 593	78 215 296	78 215 297		156 430 593	
FIXED ASSETS & IN PROGRESS (Page 18)		8 232 126 098	2 229 176 281	6 002 949 817		5 621 788 768	
CONSTRUCTIONS		5 343 541 959	585 646 916	4 757 895 043		4 862 550 624	
ELECTRONIC & MECANOGRAPHICAL EQUIPMENT		483 200 083	388 649 026	94 551 057		101 073 888	
TRANSPORT EQUIPMENT		220 802 816	134 855 069	85 947 747		140 056 018	
OFFICE FURNITURE & EQUIPMENT		997 014 021	708 324 002	288 690 019		368 134 703	
INSTALLATIONS & FIXTURE		281 009 118	216 212 877	64 796 241		60 086 149	
HOUSING FURNITURE & EQUIPMENT		253 491 493	195 488 391	58 003 102		69 669 783	
FIXED ASSETS IN PROGRESS		653 066 608		653 066 608		20 217 603	
OTHER CAPITALIZED ASSETSS		28 213 958 758	78 441 749	28 135 517 009		23 896 284 568	
RECEIVABLE-CASH DEPOSITED WITH CEDANTS		18 606 846 781		18 606 846 781		17 424 782 264	
CLAIMS CASH DEPOSIT- SAC (Page 25)		1 712 896 097		1 712 896 097		2 914 623 059	
FINANCIAL ASSETS (Page 19)		6 072 438 307		6 072 438 307		1 865 886 530	
LOANS & OTHER RECEIVABLES OVER ONE YEAR (P28)		390 661 015		390 661 015		359 343 841	
FINANCIAL EQUITY INVESTMENTS (Page 20)		1 418 061 704	78 441 749	1 339 619 955		1 320 048 339	
DEPOSITS & GUARANTEES (Page 22)		13 060 135		13 060 135		11 600 535	
TOTAL		36 446 090 137	2 307 618 030	34 138 472 107		29 518 073 336	
RETROCESSIONNAIRES'SHARES							
IN TECHNICAL PROVISIONS							
LIFE CLASSES		215 691 000		215 691 000		384 788 464	
MATHEMATICAL RESERVES		-		-		104 045 463	
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS		215 691 000		215 691 000		280 743 001	
ELEMENTARY CLASSES		2 412 142 506		2 412 142 506		4 254 546 388	
PROVISIONS FOR UNEARNED PREMIUM		-		-		77 972 534	
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS		2 412 142 506		2 412 142 506		4 176 573 854	
TOTAL		2 627 833 506	-	2 627 833 506		4 639 334 852	
CASH OR CURRENT AASETS AVAILABLE		41 314 952 447	2 391 482 034	38 923 470 413		36 823 830 279	
COMPANIES WITH DEBIT BALANCES (Page 16)		22 206 767 703	2 370 054 854	19 836 712 849		15 446 604 371	
DUE BY SHAREHOLDERS ON CALLED CAPITAL		-		-		-	
OTHER DEBTORS (Page 23)		132 160 667	12 960 100	119 200 567		117 130 406	
PREMIUM & COMMISSIONS RECEIVABLE (Page 15)		-		-		-	
SUSPENSE ACCOUNTS-(ASSET) (Page 25)		248 701 744		248 701 744		272 430 098	
SHORT TERM FINANCIAL INVESTMENTS (Page 21)		538 662 815	8 467 080	530 195 735		-	
LOANS & OTHER SHORT TERM RECEIVABLE (Page27)		123 245 090		123 245 090		96 470 546	
CHEQUES & VALUES TO BE CASHED (Page 30)		369 556 302		369 556 302		122 829 115	
BANQUES & POSTAL VALUES (Page 31)		17 684 723 251		17 684 723 251		20 752 347 388	
CASH (Page 26)		11 134 875		11 134 875		16 018 355	
TOTAL		41 314 952 447	2 391 482 034	38 923 470 413		36 823 830 279	
TOTAL GENERAL		80 897 027 427	5 004 909 137	75 892 118 290		71 312 120 125	

BALANCE SHEET

BALANCE SHEET AS AT 31st DECEMBER 2014		
LIABILITY & EQUITY (Fcfa)	AMOUNT NET 2014	AMOUNT NET 2013
<u>EQUITY & RESERVES</u>		
SHARE CAPITAL	20 000 000 000	20 000 000 000
SHARE PREMIUM	1 740 600 000	1 740 600 000
LEGAL RESERVE	1 382 773 935	1 171 341 678
GENERAL RESERVES	4 710 207 002	3 407 295 813
RESERVES FOR CATASTROPHES	901 014 153	901 014 153
BALANCE CARRIED FORWARD		20 872
TOTAL	28 734 595 090	27 220 272 516
<u>REGULATORY RESERVES</u>		
RESERVE FOR EXCHANGE FLUCTUATION	397 968 058	
RESERVE FOR LOSS FLUCTUATION	2 517 051 361	2 517 051 361
TOTAL	2 915 019 419	2 517 051 361
EQUIPMENT SUBVENTION RECEIVED	42 183 000	42 183 000
PROVISIONS FOR RISKS & LOSS	1 207 818	1 207 818
PROVISIONS FOR LOSS & CHARGES	393 337 429	294 378 506
<u>MEDIUM & LONG TERM DEBTS</u>		
CASH GUARANTEES & DEPOSITS RECEIVED	6 600 000	6 600 000
CASH DEPOSITED BY RETROCESSIONNAIRES AS A REPRESENTAION FOR TECHNICAL COMMITMENTS	671 679 245	1 042 328 088
CASH RECEIVED FOR NON LIFE CLAIMS		863 451 861
TOTAL	1 115 007 492	2 250 149 273
<u>TECHNICAL PROVISIONS</u>		
<u>LIFE CLASSES</u>		
MATHEMATICAL RESERVES	1 653 907 483	1 137 370 957
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	716 346 958	793 934 973
<u>ELEMENTARY CLASSES</u>		
PROVISIONS FOR UNEARNED PREMIUM	4 817 814 128	4 439 187 036
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	26 263 212 212	23 720 802 540
TOTAL	33 451 280 781	30 091 295 506
<u>SHORT TERM DEBTS</u>		
COMPANIES WITH CREDIT BALANCES (Page 16)	6 099 227 020	6 014 032 183
OTHER CREDITORS	457 864 751	940 934 999
PREMIUM & COMMISSIONS PAYABLE (Page 37)	-	
<u>ACCRUED INCOME</u>		
OTHER SUSPENSE ACCOUNTS (Liabilities) (Page 37)	463 287 993	164 061 713
BANKS & POSTAL VALUES (Page 31)	26 082	
TOTAL	7 020 405 846	7 119 028 895
RESULT (PROFIT FOR THE YEAR)	2 655 809 662	2 114 322 574
TOTAL GENERAL	75 892 118 290	71 312 120 125

GENERAL OPERATING ACCOUNT

OPERATING INCOME STATEMENT FOR THE YEAR ENDED 31/12/2014 (FCFA)				
DEBIT	OPERATIONS- GROSS	OPERATIONS- RETROCEDED	OPERATIONS NET 2014	OPERATIONS NET 2013
I LIFE CLASSES (V)				
CLAIMS				
Claims paid	1 371 372 369	-	1 371 372 369	816 751 126
Add : Provisions for reported claims at year end	716 346 958	215 691 000	500 655 958	513 191 972
Deduct : Provisions for reported claims at beginning of year	798 578 150	280 743 001	517 835 149	704 041 720
NET CLAIMS FOR THE YEAR	1 289 141 177	-	1 354 193 178	625 901 378
COMMISSIONS & BROKERAGE	1 100 980 915	77 254 682	1 023 726 233	617 153 165
II NON -LIFE CLASSES (NV)				
CLAIMS				
Claims paid	8 218 228 114	1 412 294 217	6 805 933 897	7 706 775 330
Add : Provisions for reported claims at year end	26 263 212 212	2 412 142 506	23 851 069 706	19 544 228 686
Deduct : provisions for reported claims at beginning of year	24 319 187 646	4 176 835 391	20 142 352 255	17 983 089 636
Net Claims For The Year	10 162 252 680	-	10 514 651 348	9 267 914 380
COMMISSIONS & BROKERAGE	6 592 535 737	44 309 811	6 548 225 926	5 360 819 915
RESULT- REPORTED ESTIMATE				28 545 773
SPECIAL PROVISIONS FOR HAZARDS 31-12				
SPECIAL PROVISIONS FOR HAZARDS 1 - 1				
III OTHER CHARGES (Pages 38 à 39)				
PERSONNEL COSTS			2 066 917 780	1 707 534 792
SUNDRY WORKS, SUPPLIES & EXTERNAL SERVICES			658 501 847	496 121 905
TRANSPORTS EXPENSES			169 400 710	124 991 374
MISCELLANEOUS OPERATING EXPENSES			812 776 144	666 641 987
FINANCIAL EXPENSES			71 389 213	38 180 497
DEPRECIATION & PROVISION CHARGES			540 884 421	520 362 226
TOTAL OTHER CHARGES			4 319 870 115	3 553 832 781
RESULT : OPERATING INCOME FOR THE YEAR			4 053 786 034	2 733 623 496
TOTAL GENERAL			27 814 452 834	22 130 699 342

GENERAL OPERATING ACCOUNT

OPERATING INCOME STATEMENT FOR THE YEAR ENDED 31/12/2014 (FCFA)				
CREDIT	OPERATIONS -GROSS	OPERATIONS- RETROCEDED	OPERATIONS NET 2014	OPERATIONS NET 2013
I LIFE CLASSES (V)				
PREMIUM NET OF CANCELLATION	3 842 586 293	24 454 628	3 818 131 665	2 613 693 134
Add : mathematical provisions at beginning of the year	1 145 219 978	104 045 463	1 041 174 515	1 162 270 279
Deduct: mathematical provisions at year end	1 653 907 483	-	1 653 907 483	1 033 325 494
PREMIUM EARNED FOR THE YEAR	3 333 898 788	128 500 091	3 205 398 697	2 742 637 919
II NON-LIFE CLASSES (NV)				
PREMIUM NET OF CANCELLATION	26 427 687 291	3 356 577 487	23 071 109 804	19 317 452 823
Add : provisions for unearned premium at the beginning of the year	4 718 770 120	77 972 535	4 640 797 585	2 870 564 989
Deduct: provisions for unearned premium at year end	4 817 814 128	-	4 817 814 128	4 361 214 502
EARNED PREMIUM FOR THE YEAR	26 328 643 283	3 434 550 022	22 894 093 261	17 826 803 310
III FINANCIAL INCOME (Page 44)				
BANK INTERESTS			927 108 030	943 212 998
INTERESTS FROM LOANS & OTHER REVENUES			467 969 143	225 520 991
INTERESTS ON CASH DEPOSITS			317 711 203	353 145 484
IV OTHER INCOME (Page 44)				
MISCELLANEOUS INCOME			2 172 500	39 378 640
TOTAL III + IV			1 714 960 876	1 561 258 113
TOTAL GENERAL			27 814 452 834	22 130 699 342

GENERAL PROFIT AND LOSS ACCOUNT

PROFIT & LOSS ACCOUNT FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2014 (FCFA)

DEBIT	2014	2013
Loss on prior year operations (P 45)	54 154 415	14 855 615
Provisions for impairment/Equity investments(P46)	40 753 451	
Supplementary provisions for staff provident funds (P46)	103 207 301	47 486 159
Supplementary provisions for Directors' terms termination (P46)	27 588 000	7 134 000
Incentive premium provisions (P46)	260 097 649	196 084 833
Provisions for doubtful receivables (GSR) (P46)	437 377 582	318 773 873
Miscellaneous exceptional losses:		
- Exchange losses (P46)	374 493 656	75 152 851
- Other exceptional losses (P46)	233 390 314	196 787 420
<u>Profit for the year</u>	2 655 809 662	2 114 322 573
TOTAL	4 186 872 030	2 970 597 324
CREDIT	2014	2013
<u>Operating Income for the Year</u>	4 053 786 034	2 733 623 496
Profits from prior year operations (P47)	71 405 646	136 935 080
Miscellaneous exceptional profits	25 940 483	10 826 937
Exchange gains	35 739 867	89 211 811
TOTAL	4 186 872 030	2 970 597 324

STATEMENT OF CASH FLOW

STATEMENT OF CASH FLOWS FOR THE YEAR ENDED 31/12/2014 (FCFA)

Items	NOTES	2014	2 013
Cash Flows From Operating Activities			
Results before Financial Income & Charges, Income Taxes and exceptional items		2 412 386 871	1 249 924 520
<i>Elimination of income & charges with minor impacts on cash or not related to the</i>			
+ Depreciation Expenses & provisions net of reversals (other than those covering short term assets)		642 492 810	382 655 518
- Provisions Reversal		(116 320 109)	(104 152 208)
= Operating Gross Result		2 938 559 572	1 528 427 830
Movements in the operating working capital shortage(r B.F.R.E.) :			
- Variation of short term operating receivables		(2 913 919 218)	(2 556 715 438)
+ Variation of short term operating liabilities		2 497 888 021	3 787 473 705
= <i>Net Operating Cash Flow</i>		2 522 528 375	2 759 186 097
<i>Other cash collections & disbursements related to the activity:</i>			
- Financial Expenses		(71 389 213)	(38 180 497)
+ Financial Income		1 712 788 376	1 521 879 473
- Exceptional income related to the activities		(1 531 062 368)	(856 275 148)
+ Exceptional income related to the activities		133 085 996	236 974 226
= <i>Net cash generated by the activity (A)</i>		2 765 951 166	3 623 584 151
Cash Flows From Investment activities			
- Acquisition of property & equipment		(6 193 484 640)	(1 221 438 476)
+ Release of financial Assets		1 201 726 962	400 180 976
+/- Movement in other accounts (Creditors & Debtors) related to fixed assets			
= <i>Net cash used in investing activities (B)</i>		(4 991 757 678)	(821 257 500)
Cash Flows From Financing Activities			
+ Proceed from share premium		0	0
+ Capital paid-up during the year		0	0
- Dividend paid		(600 000 000)	(399 979 128)
= <i>Net cash used in financing activities (C)</i>		(600 000 000)	(399 979 128)
Movement in cash & cash equivalent (A + B + C)			
+ At the beginning of the year		20 891 194 858	18 488 847 335
= At the end of the year		18 065 388 346	20 891 194 858

RESOLUTIONS

RESOLUTIONS OF THE 33RD GENERAL ASSEMBLY OF THE SHAREHOLDERS OF CICA-RE HELD ON THE 26th DAY OF JUNE 2015 IN OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)

=====

The General Assembly resolved as follows:

I. Approval of the Reports of the Board of Directors, External Auditor and financial statements for the year ended 31st December 2014

The General Assembly approved them as presented.

II. Allocation of Profit Earned

The General Assembly, approved the profit of the year 2014 amounting to FCFA 2,655,809,662, and resolved to allocate it to the following:

Legal Reserve (1/10 of the profit of the period)	FCFA 265 580 966
Facultative Reserve	FCFA 1 590 228 696
Dividend	FCFA 800 000 000
Total	FCFA 2 655 809 662

III. Election of new Directors

i. The General Assembly, in accordance with the provisions of Annex B to the Agreement establishing CICA-RE as amended by the 7th General Assembly of the Member States, held on the 7th day of April 2013 in Dakar (Republic of Senegal), elected Mr. AYEVA Lymdah-Ouro as Director representing Togo, for one term with effect from the 26th day of June 2015 until the end of the General Assembly which will approve the audited Financial Statements for the year ending 31st December 2016.

ii. The General Assembly resolved, in accordance with the provisions of Article 21-1 of the Revised Agreement of the 7th day of April 2013 establishing CICA-RE, to write a letter to the Minister of Economy, Investment Promotion and Planning of the Republic of Gabon, for the

nomination of an individual rather than an organisation/office, as Permanent Representative for the state of Gabon.

IV. Remuneration of the board members

The General Assembly approved the sum of FCFA 89 500 000 eighty nine million five hundred thousand with effect from 1st January 2015. The apportionment is within the mandate of the board.

V. Appointment of the External Auditors

Following the recommendation of the Board, the General Assembly, reappointed Mr. Moustapha Coulibaly, Managing Partner of the firm Grant Thornton Abidjan as Statutory Auditors of CICA RE for a term of three (3) years, with effect from 1st January 2015.

VI. Date and Venue of the next General Assembly

At the invitation of the government of Senegal, it was resolved that the 34th General Assembly will be held in Dakar, Senegal in June 2016.

VII. Motion of thanks to the host country

The General Assembly appreciated the President, Government and people of Burkina Faso for the warm reception, excellent hospitality and logistic support that facilitated the successful hosting of the 33rd meeting in Ouagadougou.

The General Assembly mandated its President to convey, this message of gratitude to the authorities; the Head of State, the Government and people of Burkina Faso, for the support given to CICA-RE as an organisation and the regards for delegates from the various countries







Mr REDOMBO James, Chairman of the Board of CICA-RE presenting a Certificate of Attendance to a participant



Mr OUATTARA Naby Abraham, Head of DGTCP of Burkina-fero presenting a Certificate of Attendance to a participant



Mr KOUAME N. Jean Baptiste (Right), Managing Director, CICA-RE presenting a Certificate of Attendance to a participant



Mrs Semde Aminata OUEDRAOGO (Right), Head of Insurance of Burkina-Fero presenting a Certificate of Attendance to a participant



Mr AW Seybatou, Managing Director of AVENI-RE presenting a Certificate of Attendance to a participant



Mr YAMSEKRE Tienbrebeogo (Right), Technical Advisor of Finance Ministry Office of Burkina-Fero, presenting a Certificate of Attendance to a participant



Animation group during gala night





2014 ANNUAL REPORT



JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBER STATES OF CIMA

